

HYDROCARBURES
**10 nouvelles
découvertes de
gisements matures
réalisées**

P 5

BANQUES

Le CPA et la BDL prochainement en Bourse

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la Banque de développement local (BDL) entreront prochainement en Bourse, selon la Déclaration de politique générale du Gouvernement, présentée hier devant l'Assemblée populaire nationale (APN) par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. Cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures de réforme du secteur financier et bancaire, explique la même source. P 3



LA 16^e ÉDITION DE HORECA EXPO S'OUVRE À LA SAFEX
**Une plateforme
dynamique
pour l'innovation
et la collaboration**



Le salon International des Équipements et Services pour l'Hôtellerie, la Restauration et les Collectivités (HORECA Expo), s'ouvre hier à la Safex, dans sa 16^{ème} édition. Il se poursuivra jusqu'au 13 octobre courant au Palais des expositions d'Alger, au pavillon Central, avec la participation de plus de 100 exposants.

P 2

FORUM DES PAYS
EXPORTATEURS DE GAZ (GECF)
**L'Algérie fin prête pour
accueillir le 7^e Sommet**

Le 7^e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) se tiendra en Algérie, en mars prochain. C'est le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, qui a l'a annoncé, hier mardi depuis Malabo, (Guinée équatoriale). Dans son allocution aux travaux de la 25^e réunion ministérielle du GECF, consacrée entre autres à l'examen de la situation et des perspectives du marché gazier international, le ministre a mis en exergue l'importance de ce rendez-vous, qui s'étalera sur trois jours.

P 5

FONCIER INDUSTRIEL
**Récupération de 1.530
hectares inexploités**

Un ensemble de 4.173 terrains inexploités, représentant une superficie de 1.530 ha ont été récupérés, dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier industriel concédé, a indiqué, mardi à Alger, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, devant l'Assemblée populaire nationale (APN).

P 3

LA SOCIÉTÉ "AMOUDA CIMENT"
DE LAGHOAT

**Exportation de près
de 200.000 t de clinker
et de ciment gris P2**

SELON LES CHIFFRES
DU GOUVERNEMENT

**L'Algérie prévoit
une croissance économique
à 5,3% en 2023 P3**

LE FMI PUBLIE SES PRÉVISIONS
DE CROISSANCE

**L'économie mondiale
reste affaiblie, ce qu'il
faut retenir P11**

ALGÉRIE FERRIES

Plusieurs traversées annulées

La compagnie nationale de transport maritime Algérie Ferries a annoncé l'annulation de plusieurs traversées programmées durant ce mois d'octobre entre les ports d'Oran, Mostaganem et les ports de Marseille et Sète en France. Dans un communiqué rendu public hier mardi, la compagnie a précisé qu'il s'agit des traversées Oran-Marseille (11 octobre), Marseille-Oran (13 octobre), Mostaganem-Sète (24 octobre), Sète-Mostaganem (25 octobre). Par ailleurs, la traversée programmée pour la journée du 23 octobre entre le port d'Alicante (Espagne) vers le port de Mostaganem a été transfert vers le port d'Oran à 19h. La traversée du retour Mostaganem-Alicante a été également délocalisée vers le port d'Oran

LA 16^e ÉDITION DE HORECA EXPO S'OUVRE À LA SAFEX

Une plateforme dynamique pour l'Innovation et la collaboration

Le salon International des Équipements et Services pour l'Hôtellerie, la Restauration et les Collectivités (HORECA Expo), s'ouvre hier à la Safex, dans sa 16ème édition. Il se poursuivra jusqu'au 13 octobre courant au Palais des expositions d'Alger, au pavillon Central, avec la participation de plus de 100 exposants.

Par Slimane T

Cet événement incontournable, rassemble les acteurs clés du secteur, ainsi que de nouvelles entreprises et intégrateurs de solutions dynamiques, indiquent les organisateurs dans un communiqué. «Cette année, l'événement enregistre une augmentation significative de la participation d'entreprises novatrices et d'intégrateurs de solutions, renforçant ainsi la dynamique du marché de l'hôtellerie et de la Restauration en Algérie», indique la même source. Cette

édition sera internationale, ajoutent les organisateurs, avec la participation de plusieurs pays, notamment l'Italie, France, Espagne, Portugal... Le salon constituera une opportunité unique pour les professionnels de découvrir les dernières avancées technologiques et les solutions les plus innovantes dans ce domaine. D'ailleurs, ce rendez-vous est considéré comme étant «une Plateforme dynamique pour l'Innovation et la collaboration». «Nous sommes particulièrement honorés de la présence continue des fidèles participants

de HORECA Expo, dont l'engagement annuel contribue à faire de cet événement un rendez-vous incontournable pour les professionnels de l'industrie avec plus de 100 exposants. Leur soutien continu et leur implication sont les piliers de la réussite de cette initiative. Un programme riche a été tracé pour ce salon. Il a ya une exposition d'envergure avec: FADERCO, FECA, SIMAFE, CHOCODADA, SHIK ALGERIE, IMB, UNISGN... et un grand programme culinaire riche en concours et dégustations. L'événement accueillera plus de 5000 visiteurs profes-

sionnels attendus de toute l'Algérie et les pays voisins, parmi lesquels des industriels, des entrepreneurs, des investisseurs et des distributeurs. Cette diversité de participants promet des échanges fructueux et des opportunités de collaboration significatives. Easyfairs Algeria est un leader mondial dans l'organisation d'événements professionnels. Nos salons depuis 2012 en Algérie. Offrent une plateforme inégalée pour le réseautage, le partage de connaissances et la découverte des dernières tendances et innovations dans divers secteurs industriels.

LE PDG DE SONELGAZ REÇOIT L'AMBASSADEUR OUGANDAIS EN ALGÉRIE

Les moyens de renforcer la coopération bilatérale examinés

Le PDG du Groupe Sonelgaz, Mourad Adjal a reçu, lundi à Alger, l'ambassadeur d'Ouganda en Algérie, Jhon Chrysostom Alintuma Nsambu, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'électricité, a indiqué le groupe public dans un communiqué. Lors de cette rencontre, qui intervient dans le cadre du développement des relations du partenariat extérieur de Sonelgaz au niveau continental, "les deux parties ont

tenu une séance de travail consacrée aux moyens de renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine de la production, le transport et la distribution de l'électricité, en plus de la commercialisation des équipements d'électricité et de gaz, ainsi que la formation", a indiqué la même source. L'ambassadeur ougandais a exprimé, lors de la rencontre qui s'est déroulée au niveau de la Direction générale de Sonelgaz, "le souci de son pays de tirer profit des expertises dont disposent So-

nelgaz dans le domaine de la production, de transport et de distribution de l'électricité, ainsi que des équipements et du matériel destiné au secteur de l'électricité, fabriqué au niveau des unités industrielles du groupe", a ajouté la même source. Pour sa part, M. Adjal a affirmé "l'attachement de Sonelgaz à renforcer les relations de partenariat avec la République Ougandaise, et ce, dans le cadre de l'ouverture du groupe sur les marchés africains, évoquant également la disponibilité du groupe et sa ca-

pacité à répondre aux besoins et aux demandes présentés par la partie ougandaise concernant les différentes activités de production, de transport et de distribution de l'électricité", lit-on dans le communiqué. Il est à noter que les cadres de la Société "Electricité de Guinée" (EDG) ont affiché, lundi à Mostaganem, un grand intérêt pour le partenariat et la coopération avec les opérateurs algériens, dans divers domaines de l'Industrie électrique et des systèmes d'efficacité énergétique. Le directeur

général adjoint, chargé de l'exploitation de l'EDG, Fodé Soumah a déclaré lors d'une rencontre d'affaires avec les cadres de l'opérateur économique GISB Electric de Mostaganem, "notre société, qui assure la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique dans la République de Guinée, connaît actuellement des problèmes au plan opérationnel et cherche des partenaires ayant une expérience et des solutions dans ce domaine".

R E.

LA SOCIÉTÉ "AMOUDA CIMENT" DE LAGHOUAT

Exportation de près de 200.000 t de clinker et de ciment gris

La société "Amouda Ciment" de Laghouat a procédé, depuis l'année 2021, à l'exportation de près de 200.000 tonnes de clinker et de ciment gris, a-t-on appris, lundi à Oran, auprès de la directrice de la commercialisation et de la communication de cette Sarl. Djarmoun Fatima a indiqué à l'APS, en marge de la 20ème édition du Salon international de l'immobilier, du bâtiment, de l'habitat et des travaux publics "Batiwest 2023", qui se poursuit au

Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, qu'il a été exporté, depuis 2021 jusqu'à septembre dernier, environ 100.000 tonnes de clinker et 100.000 tonnes de ciment gris vers le Mali et le Niger. "La société Amouda Ciment, qui relève du secteur privé, aspire à étendre les opérations d'exportation de ses produits, qu'il s'agisse du clinker ou du ciment gris, vers les pays d'Afrique de l'Ouest, à l'instar de la Mauritanie et le

Sénégal", a-t-elle assuré. Elle a rappelé que la société a obtenu, au mois de mars dernier, le certificat de conformité aux normes de l'Union Européenne (UE), un marquage qui lui permet de pénétrer le marché européen, mettant en avant "ses capacités pour exporter la première cargaison de ciment gris vers l'Europe à la fin de l'année en cours". La société "Amouda Ciment", qui est implantée dans la commune d'El Beïda, dans la wilaya de Laghouat, qui emploie

près de 650 travailleurs, dispose de deux lignes de production de ciments, d'une capacité globale estimée à 2,5 millions de tonnes par an de ciments, en plus de du Clinker. Pour rappel, 100 exposants de l'intérieur et de l'extérieur du pays prennent part à la 20ème édition du Salon international de l'immobilier, du bâtiment, de l'habitat et des travaux publics "Batiwest 2023", qui s'étale sur cinq jours.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

BANQUES

Le CPA et la BDL prochainement en Bourse

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la Banque de développement local (BDL) entreront prochainement en Bourse, selon la Déclaration de politique générale du Gouvernement, présentée hier devant l'Assemblée populaire nationale (APN) par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. Cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures de réforme du secteur financier et bancaire, explique la même source.

Synthèse S R.

La Déclaration de politique générale, qui annonce également un projet de création d'une banque postale, comprend le bilan des activités et actions réalisées par les différents secteurs sur la période allant de septembre 2022 à août 2023, avec des perspectives de clôture pour l'année en cours. «Le CPA et la BDL ont été retenues pour procéder à leur introduction en Bourse et ce, dans le cadre de la réforme du marché financier et l'amélioration de la contribution de la bourse dans la mobilisation de l'épargne», précise le document, notant que le processus de préparation de l'introduction du CPA en Bourse comprend plusieurs actions dont notamment le lancement de l'opération d'évaluation de la banque pour déterminer la valeur de son action et l'élaboration d'un plan de formation de l'ensemble des cadres qui accompagneront cette opération. De plus, pour faire aboutir ce processus, il sera procédé notamment à la préparation des nouveaux statuts de la banque permettant de se conformer aux dispositions relatives aux conditions d'admission à la Bourse des valeurs mobilières, puis à l'obtention de l'approbation du Conseil des participations de l'Etat (CPE) et du visa de la COSOB autorisant l'ouverture du capital du CPA qui interviendra en octobre 2023, selon la

même source. Quant au lancement de la vente de titres auprès des guichets des intermédiaires agréés, il est prévu à partir la fin 2023, a-t-on ajouté. S'agissant de la BDL, les travaux d'évaluation de la banque pour déterminer la valeur de son action ont été lancés début 2023, ajoute la Déclaration qui note que le lancement de la vente de titres interviendra début 2024 et ce, afin de pouvoir capitaliser sur l'expérience de l'ouverture du capital du CPA. Pour ce qui est du projet de création d'une banque postale, indique la Déclaration, «il est en cours d'examen par les services des ministères chargés des finances et de la poste, en collaboration avec la Banque d'Algérie».

La BEA International France agréée fin 2023

Par ailleurs, et dans le cadre du déploiement des banques algériennes à l'étranger, la Banque extérieure d'Algérie (BEA International France), de même que la banque algérienne en Côte d'Ivoire, devraient obtenir leurs agréments fin 2023, a fait savoir M. Benabderrahmane. A rappeler également que les pouvoirs publics ont lancé en septembre dernier la banque Algerian union bank (AUB) en Mauritanie de même que Algerian bank of Senegal (ABS) qui a obtenu l'agrément de

l'autorité monétaire de la zone monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest (UMEO), le 7 avril 2023. Elle a été inaugurée le 21 septembre dernier. A propos de la finance islamique, le nombre de comptes dans ce segment est passé de 87.000 comptes fin 2022 à 107.000 fin juin dernier, portant ainsi les dépôts à 623 milliards Da à fin juin 2023, selon les données présentées par le Premier ministre qui a fait état d'une hausse des crédits à l'économie à 10.419 mds Da durant l'année en cours. S'agissant, d'autre part, du réseau bancaire national, il totalisait, à fin juin 2023, quelque 1.720 agences, contre 1.692 agences à fin juin 2022. Concernant la monétique, elle connaît une "évolution continue" souligne la Déclaration de politique générale du Gouvernement, notant que le nombre de cartes en circulation ont dépassé les 15,7 millions dont 3,7 cartes CIB et 11,6 millions cartes Edahabia d'Algérie Poste. Evoquant le marché des assurances, M. Benabderrahmane a souligné que la révision de la loi sur les assurances était en cours, dans le but d'adapter cette activité avec les nouvelles données socio-économiques du pays notamment via la création d'une autorité indépendante de régulation et de supervision, ajoutant que le marché des assurances a enregistré un chiffre d'affaires en hausse de 6% en 2022.

SELON LES CHIFFRES DU GOUVERNEMENT

L'Algérie prévoit une croissance économique à 5,3% en 2023

La croissance économique de l'Algérie devrait atteindre 5,3% pour l'année 2023 grâce à une économie résiliente face à un contexte international "fragile et incertain", a indiqué mardi à Alger le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane devant l'Assemblée populaire nationale (APN). «Face à ce contexte international fragile et incertain, l'Algérie a su faire preuve de résilience en maintenant une croissance économique appréciable, qui s'élèvera à 5,3% en 2023», a affirmé M. Benabderrahmane lors de la présentation de la Déclaration de politique générale du gouvernement, devant l'APN, réunie en séance plénière, sous la présidence de M. Brahim Boughali, en présence des membres du gouvernement. Le document porte sur les réalisations de la période début septembre 2022-fin août 2023, avec des prévisions de clôture pour l'année en cours. Il a expliqué que la mise en œuvre du plan d'action du Gouvernement intervient dans un contexte économique international se caractérisant par des "mutations rapides et qui imposent à tout Etat, dont notre pays, de s'adapter et d'apporter une réponse rapide aux exigences et aux aspirations de la société".

«L'économie mondiale a connu en 2023 une contraction marquée notamment par le resserrement des politiques monétaires des pays dans l'objectif de baisser et de maîtriser l'inflation, qui oscille entre 7 et 8 %, alors qu'il a dépassé dans certains pays le niveau de 50%», a-t-il dit, tout en rappelant que «les prévisions des institutions internationales prévoient un taux de croissance de l'économie mondiale de 3% durant l'année 2023 contre un taux de 3,5% en 2022». Abordant la situation économique nationale, il a relevé que la croissance du PIB hors hydrocarbure devrait atteindre 4,9% en 2023 contre 4,3% enregistrée en 2022, ajoutant que l'inflation s'est établie, quant à elle, à 9,5% au cours des sept premiers mois de 2023, tirée principalement par les produits alimentaires (+13,2%). S'agissant du niveau des exportations de biens, il devrait connaître, selon M. Benabderrahmane un recul pour s'établir à 52,8 milliards USD à fin 2023, du fait de la baisse des prix du pétrole, dont le prix moyen a connu un repli, passant de 104 dollars le baril en 2022 à 85 dollars en 2023. Pour ce qui est des importations, elles devraient augmenter à 41,5 milliards USD à

fin 2023 contre 39 milliards dollars enregistrées en 2022, a-t-il fait savoir, soulignant que "malgré la hausse des importations, la balance commerciale restera cependant positive cette année avec un excédent de 11,3 milliards USD". En dépit du recul des prix du pétrole sur le marché international, les réserves de change ont poursuivi leur hausse pour atteindre, d'ici la fin de l'année, environ 85 milliards dollars, en sus des réserves d'or monétaires, a-t-il avancé. Concernant la situation des finances publiques, les recettes ont augmenté de 25% entre 2022 et 2023 pour atteindre 8900 milliards dinars (DA), alors que les dépenses budgétaires ont augmenté de 52%, atteignant 14.700 milliards DA, a-t-il mentionné expliquant que cet effort en matière de dépenses budgétaires "vise à préserver le pouvoir d'achat du citoyen et soutenir les conditions de la relance économique durable ainsi que d'encourager la dynamique de la croissance". Cet effort budgétaire a permis aussi, selon M. Benabderrahmane, la levée du gel sur plus de 780 projets avec un montant global de 1273 milliards DA, en sus de nouveaux projets qui ont été lancés.

R E.

FONCIER INDUSTRIEL

Récupération de 1.530 hectares inexploités

Un ensemble de 4.173 terrains inexploités, représentant une superficie de 1.530 ha ont été récupérés, dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier industriel concédé, a indiqué, mardi à Alger, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, devant l'Assemblée populaire nationale (APN).

« Le Gouvernement poursuit avec rigueur le processus d'assainissement du foncier, notamment à travers la mise à jour périodique de la base de données relative à la disponibilité du foncier et au suivi des mesures visant l'amélioration de l'offre foncière. Dans ce cadre, la direction générale du domaine national a entrepris la mise en place d'un ensemble de procédures et de dispositions en vue d'organiser et de moderniser le système foncier national », selon la Déclaration qui comprend le bilan des activités et actions réalisées par les différents secteurs sur la période allant de septembre 2022 à août 2023, avec des perspectives de clôture pour l'année en cours. Parmi les mesures appliquées dans ce contexte, le document a souligné la poursuite de la mise en œuvre du programme de réalisation de nouvelles zones industrielles, dont 32 nouvelles zones industrielles, inscrites à l'indicatif des walis, sont en cours d'aménagement. L'agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière « ANIREF » est également en cours d'aménager (6) zones industrielles dont (3) sont au stade de la réception des travaux.

Accompagnement de 31 entreprises publiques en difficulté financière

La déclaration de politique générale a également évoqué les entreprises publiques économiques pour lesquelles il a été entamé une réflexion en vue de la refonte de l'ordonnance 01-04 du 20 Août 2001, relative à leur l'organisation, gestion et privatisation, dans le but d'adapter le cadre législatif régissant ces entreprises à la réalité économique actuelle. En ce qui concerne les entreprises publiques économiques en difficulté financière, le document souligne le « suivi et l'accompagnement de 31 de ces entreprises, tous secteurs confondus, afin d'entreprendre les mesures nécessaires permettant de redresser leur situation financière et de renouer avec la création de richesse ». Des actions sont également engagées à l'effet de relancer les unités en arrêt d'activité, à l'instar de l'ancienne unité de production de boissons ex-JUCTA (Jijel), devant entrer en activité à la fin de l'année en cours, dans le cadre d'un partenariat entre les holdings publics « MADAR » et « AGRODIV ». De plus, la relance d'activité de la société « SOVEST », implantée à Tébessa, spécialisée dans la production du verre creux, a été engagée à travers sa réintégration au portefeuille du Holding « ACS », selon le premier ministre.

Synthèse R E.

PÊCHE

L'université, un partenaire essentiel pour promouvoir le secteur

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a mis en avant lundi à Ouargla le rôle essentiel de l'université dans la promotion du secteur de la pêche et de l'aquaculture. Présidant l'ouverture d'une journée d'étude placée sous le thème "Perspectives prometteuses d'aquaculture dans le Sud", tenue à l'université Kasdi-Merbah de Ouargla, M. Badani a relevé le rôle 'pivot' de l'université dans la formation, la recherche scientifique, le développement technologique et l'intégration professionnelle pour la réalisation d'un développement socio-économique et la valorisation des recherches scientifiques dans ce domaine. "L'université constitue, de par ses structures de recherche, un réservoir de compétences à mettre en œuvre dans l'investissement générateurs de richesses et d'emplois, lesquels sont des leviers de l'économie nationale et de la sécurité alimentaire", a-t-il soutenu. Et d'ajouter : "le secteur de la pêche et de l'aquaculture s'imbrique au titre des secteurs prévus au programme du gouvernement pour la diversification et la réalisation du développement économique". Le secteur accorde une grande importance à la formation et la recherche, notamment dans les régions sahariennes, traduite par la mise en forme, à Ouargla, d'une unité de fabrication d'aliments de poissons, fruit d'un partenariat algéro-sud-coréen, appelée également à servir de centre de stages pratiques pour les étudiants. Dans son intervention lors de cette journée d'étude, le représentant du ministère de la tutelle, Boualem M'hamdi, a passé en revue les activités aquacoles, dont l'aquaponie notamment (aquaculture intégrée à l'agriculture), la reproduction, l'élevage, l'engraissement et la commercialisation des produits halieutiques. "Le programme de 2024 du secteur tend à promouvoir l'élevage aquacole, l'innovation en élevage aquacole en vue de générer de nouvelles perspectives d'investissement, ainsi que la coordination multisectorielle, institutions bancaires et caisses d'investissement, ministères des ressources en eau et d'agriculture, pour atteindre ces objectifs de développement", a indiqué le même responsable.

R. E.

INVESTISSEMENT AGRICOLE

Lancement prochain d'une plateforme numérique

L'Office national des terres agricoles (ONTA) lancera, prochainement, une plateforme numérique qui comprend toutes les informations sur l'investissement agricole, notamment la disponibilité des terres à mettre en valeur, les procédures d'obtention du foncier ainsi que les dossiers de concession, a affirmé le directeur de l'Office, Mohamed Amziane Lanasri.

Par R. E.

Dans une déclaration à l'APS, M. Lanasri a précisé que cette plateforme permettrait à l'ONTA de lancer des avis d'appel à candidatures pour la mise en valeur des terres dans le cadre de la concession, tout en précisant la wilaya et la commune concernées, ainsi que la superficie de chaque périmètre destiné à la mise en valeur. La plateforme offrira également une description sommaire des conditions du sol, de l'eau et du climat, et permettra de s'enquérir du dossier à fournir, des conditions de l'offre et des frais. Afin de faciliter les procédures, le demandeur de mise en valeur, via cette plateforme électronique, pourra faire parvenir à l'ONTA un dossier et récupérer un reçu de dépôt électronique, avant que le projet ne soit étudié et tranché, à distance, par la Commission technique de promotion de l'investissement agricole sur la base de critères d'acquisition bien déterminés. Le respect des conditions de mise en valeur des terres par le concessionnaire est suivi et contrôlé par les directeurs de wilayas de l'ONTA, en collaboration avec des représentants de wilaya de la Direction des Services agricoles, a-t-

il indiqué. Les deux instances s'assurent de la conformité des activités avec le plan d'action approuvé par la commission et les clauses du cahier des charges, et signalent conjointement tout retard ou défaut constaté et tout manquement aux obligations, par le biais d'un rapport d'inspection, a assuré M. Lansri. Selon lui, la mise en place de cette plateforme numérique est intervenue en vertu du arrêté interministériel daté du 24 novembre 2022, fixant les modalités et les procédures d'attribution des périmètres à mettre en valeur dans le cadre de la concession. Selon M. Lanasri, cette mesure qui s'inscrit dans le cadre de la modernisation du secteur agricole, vise à "faciliter l'obtention des terres agricoles en toute transparence dans un court délai, contribuant ainsi à améliorer leur productivité et à atteindre des objectifs efficaces, et par conséquent à assurer la sécurité alimentaire, en plus de réduire les charges administratives". Evoquant la numérisation, le responsable a souligné la coopération permanente avec la Direction générale des domaines de l'Etat pour créer une base de données nationale "qui servira d'outil de gouvernance et de prise de décision basé sur des infor-

mations précises, correctes et à jour". Dans ce contexte, "un accord a été signé entre les deux instances pour l'échange d'informations". Pour la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres, concernant les mesures prises en faveur des agriculteurs touchés par la sécheresse, notamment le report du paiement de la taxe sur les terrains octroyés au titre d'une concession, M. Lanasri a affirmé que l'Office "n'engagera aucune poursuite contre ces agriculteurs affectés, en attendant les instructions de la tutelle". Dans ce contexte, M. Lanasri a salué vivement cette décision qui "contribue à soutenir les agriculteurs et à les encourager à exercer leurs activités plus facilement", soulignant que "les changements climatiques sont actuellement une réalité avec laquelle il faut composer en adoptant des méthodes appropriées basées sur les technologies modernes". Le responsable a également mis en avant la vision proactive du président de la République, louant "les efforts considérables déployés par l'Etat pour assurer le foncier agricole, promouvoir les ressources et créer de la richesse et l'emploi dans le secteur agricole".

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET HYDRIQUE

L'Algérie nouvelle se fraie un chemin pour relever le défi

L'Algérie a placé l'objectif de réalisation de sa sécurité alimentaire et hydrique et de réunion de toutes les conditions à cet effet au cœur de ses stratégies, au vu de leur impact sur les indicateurs du développement socioéconomique du pays, notamment sur l'indépendance de la décision politique et économique de l'Etat. La réunion des conditions de la sécurité alimentaire et hydrique durable figure, depuis les trois dernières années, en tête des priorités des autorités algériennes, et s'inscrit en droite ligne avec la vision globale et prospective que le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, veille à instaurer sur la base de plans et de programmes plaçant le citoyen algérien au centre des préoccupations pour amorcer un nouveau départ vers une Algérie prospère. Cette orientation a été réaffirmée à maintes occasions par le président de la République, qui s'est employé à honorer ses 54 engagements, dont celui visant à garantir l'accès à l'eau potable à l'ensemble des citoyens, par une mobilisation efficiente des ressources et l'amélioration et la rationalisation des moyens de distribution, avec la mise en place d'un plan de modernisation de l'agriculture et de développement de la production animale et de la pêche pour garantir la sécurité alimentaire. Dans son discours d'investiture, le président

de la République s'était engagé à bâtir une économie nationale forte, diversifiée et génératrice de richesses, à même de mettre le pays à l'abri de la dépendance aux hydrocarbures. Un engagement qui s'inscrit dans la démarche de l'Algérie nouvelle, qui émane aussi d'une prise de conscience quant aux risques entraînés par les mutations géopolitiques, le changement climatique et la crise sanitaire mondiale (Covid-19). Une nouvelle donne qui a provoqué une insécurité alimentaire dans plusieurs pays, même industrialisés, notamment après le déclenchement de la crise en Ukraine, laquelle a impacté les chaînes d'approvisionnement en céréales et engrais entre les grands producteurs céréaliers et le reste du monde. Aujourd'hui, trois ans après le lancement du processus d'édification de l'Algérie nouvelle, le pays avance résolument dans le domaine du développement et de la numérisation du secteur agricole, grâce aux réformes structurelles opérées, dont l'encouragement de l'investissement, la garantie du foncier agricole et la levée des entraves en matière de financement. Et les résultats sont là, comme le montrent de nombreux indicateurs. En effet, le secteur contribue désormais à environ un sixième (près de 15%) du PIB et représente plus d'un quart de la main-d'œuvre active, soit l'équivalent de trois (3) millions de tra-

vailleurs, avec une production agricole estimée à 4.550 milliards de dinars en 2022, contre 3.500 milliards de dinars en 2021. Ainsi, l'Algérie fait aujourd'hui partie des pays qui ont franchi des étapes considérables dans le domaine de la sécurité alimentaire, grâce aux réalisations de son secteur agricole, qui a connu une importante progression ces dernières années, en dépit d'une conjoncture internationale difficile et des effets du changement climatique. L'objectif est de réduire la dépendance du pays aux importations, en raison du caractère stratégique de cette culture dans le système alimentaire national, ainsi que du fardeau que représentent les importations pour l'économie du pays. C'est là qu'intervient le Schéma stratégique de développement de la production céréalière en Algérie 2023-2028, lancé en septembre dernier avec la contribution de responsables, d'experts et de chercheurs dans les secteurs de l'agriculture, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de l'environnement et de l'industrie pour gagner le pari de l'augmentation de la rentabilité de la filière céréalière ainsi que la production et le développement de la qualité des semences à travers des techniques modernes. La création de la banque des semences avec plus de 4.000 souches végétales figure parmi

les nombreux projets vitaux réalisés par l'Algérie nouvelle pour développer l'agriculture et protéger les ressources biologiques. Une banque nationale de gènes sera créée dans les prochaines semaines pour sécuriser dans un premier temps 80.000 souches. L'Algérie s'attelle, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à concrétiser une stratégie efficace pour résoudre définitivement le problème de l'alimentation en eau potable dans le contexte des défis et de l'impact du changement climatique. L'année 2021 a connu le lancement d'une stratégie d'action à l'horizon 2030, avec comme priorité la mobilisation des ressources hydriques durables. En sus de 81 barrages à travers le territoire national d'une capacité de stockage globale de 8,6 milliards de mètres cubes, on mise les stations de dessalement pour sécuriser l'alimentation en eau des régions côtières et limitrophes. Initié par le président de la République, ce plan prévoit de porter le taux des eaux dessalées à 42% des besoins d'ici fin 2024, contre 18% actuellement, soit une production de 1,39 milliards de mètres cubes/an (3,8 millions de mètres cubes/jour) à la faveur de l'entrée en service des cinq (5) stations de dessalement en cours de réalisation à El Tarf, Bejaia, Boumerdès, Tipaza et Oran.

Synthèse Agence

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ (GECF)

L'Algérie fin prête pour accueillir le 7^e Sommet

Le 7ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) se tiendra en Algérie, en mars prochain. C'est le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, qui a l'a annoncé, hier mardi depuis Malabo, (Guinée équatoriale).

Par S R.

Dans son allocution aux travaux de la 25ème réunion ministérielle du GECF, consacrée entre autres à l'examen de la situation et des perspectives du marché gazier international, le ministre a mis en exergue l'importance de ce rendez-vous, qui s'étalera sur trois jours. « D'ici quelques mois, l'Algérie accueillera le septième sommet des chefs des Etats et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz, qui se tiendra en mars 2024 en Algérie. Cet événement historique revêt une grande importance pour notre organisation, et je vous assure que les plus hautes autorités de notre pays sont pleinement engagées à assurer sa réussite », souligne-t-il. Et d'ajouter : « Nous sommes déterminés à faire de cet événement un exemple de réussite en termes d'organisation, pour que les préparatifs avancent à un rythme rapide et nos équipes dédiées travaillent pour assurer et prendre en compte tous les détails et assurer la préparation de nos installations pour recevoir les dirigeants des pays du forum, les chefs de gouvernement et les invités ». Selon les dires du ministre, toutes les conditions seront réunies pour faciliter les discussions entre les membres du Forum et prendre des décisions importantes lors de ce sommet. En somme, « Tout est fin prêt pour la tenue de ce sommet », a en effet affirmé le ministre de l'Energie, rappelant dans le même contexte que « tout est mis en œuvre pour sa réussite ». Dans son intervention, Mohamed Arkab, a également souligné « l'importance de la coordination et de la coopération au sein et entre les pays membres, et du dialogue entre les producteurs, les consommateurs et les autres parties prenantes concernées,



pour la promotion de la coopération internationale visant à assurer la viabilité et la durabilité des marchés du gaz ». La détermination à renforcer la sécurité énergétique mondiale en tant que fournisseurs « fiables » de gaz naturel pour répondre à la demande énergétique mondiale croissante, a été par ailleurs évoquée par le ministre. Selon les prévisions des pays exportateurs, la consommation de gaz naturel devrait augmenter de 36 %, et la contribution du gaz naturel au bouquet énergétique mondial devrait passer de 23 % à 26 % d'ici 2050. Créé en 2001, le Forum des pays exportateurs de gaz a été érigé, lors de sa 8e ses-

sion informelle tenue à Moscou, en organisation intergouvernementale basé à Doha (Qatar). Il est composé de 19 pays, à savoir l'Algérie, la Bolivie, l'Egypte, la Guinée équatoriale, l'Iran, la Libye, le Nigéria, le Qatar, la Russie, Trinité-et-Tobago et le Venezuela, en tant que membres, et l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Irak, la Malaisie, le Mozambique, la Norvège, les Emirats arabes unis et le Pérou, comme observateurs. Ensemble, ils représentent 72% des réserves mondiales prouvées de gaz naturel, 44% de la production commercialisée, 56% des exportations par gazoduc et 52% des exportations de GNL.

PÉTROLE

Le Brent à près de 88 dollars

Les prix du pétrole se repliaient légèrement mardi, après leurs forts gains de la veille, les craintes liées à une escalade géopolitique au Moyen-Orient semblant se calmer, quand le gaz européen grimpa, poussé par de nouvelles perturbations de l'offre. Vers 10H45 GMT (12H45 HEC), le baril de de la mer du Nord, pour livraison en décembre, perdait 0,45% à 87,75 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en novembre, baissait de 0,50% à 85,95 dollars. « Le prix du pétrole s'est stabilisé, les investisseurs évaluant la possibilité que l'attaque puisse être contenue plutôt que de se propager aux pays voisins », importants producteurs et exportateurs de pétrole, commente Richard Hunter, analyste chez Interactive Investor. La veille, les cours des deux références mondiales du brut s'étaient envolées après l'offensive surprise samedi du mouvement islamiste palestinien Hamas contre l'occupant Israélien, le marché redoutant une escalade géopolitique et des perturbations de l'approvisionnement. Comme "aucun effet immédiat et significatif sur l'équilibre entre l'offre et la demande de pétrole à court terme n'est probable après l'attaque", selon les analystes de DNB, les investisseurs se concentrent à nouveau sur les perspectives économiques et la demande morose dans un environnement de taux élevés. Mais "malgré la détente des prix" constatée mardi, les marchés "restent perturbés" par la situation, "qui pourrait encore conduire à davantage d'instabilité et pousser le prix du baril à des niveaux jamais vus depuis l'année dernière", explique Ricardo Evangelista, analyste chez ActivTrades. "Le grand point d'interrogation réside dans l'implication potentielle de l'Iran", souligne l'analyste. Un affermissement des sanctions pétrolières américaines imposées à Téhéran pourrait encore resserrer le marché et faire monter les cours.

Agence

HYDROCARBURES

10 nouvelles découvertes de gisements matures réalisées

L'Algérie a pu réaliser dix (10) nouvelles découvertes de gisements d'hydrocarbures à fin septembre 2023, s'ajoutant aux 16 autres découvertes réalisées en 2022, selon la Déclaration de politique générale du gouvernement, présentée mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN) par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane. Dans ce document qui dresse un bilan des activités et des actions réalisées durant la période de septembre 2022 à août 2023, avec les prévisions de clôture de l'année en cours, le Gouvernement a fait état de la réalisation de 12 puits d'exploration dans les bassins matures et de 5 puits dans les bassins émergents et frontaliers, soit respectivement un taux de 28% et 18% du programme annuel de 2023. Selon la Déclaration, 4 nouveaux contrats ont été signés pour l'exploitation des hydrocarbures entre Sonatrach et de grandes compagnies, dont deux contrats vont permettre de porter la production des

gisements de 60.000 à 100.000 barils équivalent pétrole par jour d'ici à 2026. S'agissant par ailleurs des recettes des exportations des hydrocarbures, elles ont atteint, à fin septembre 2023, environ 38 milliards dollars, avec un prix moyen de 82 dollars le baril, alors qu'en 2022, elles avaient avoisiné 59,5 milliards de dollars avec un prix moyen de baril de 104 dollars, en hausse de 69% par rapport 2021. En matière de satisfaction de la demande nationale en produits pétroliers, il a été souligné dans le document les projets réalisés visant la réhabilitation, le développement et la modernisation des infrastructures de stockage, de distribution et de transport par canalisations. A cet effet, il a été procédé à la mise en exploitation du dépôt de stockage de Sidi Bel Abbes avec une capacité de 180.000 m3, ainsi que l'achèvement, d'ici la fin de l'année, de la mise en service d'autres capacités de stockage à Khroub (W. Constantine) avec une capacité de

172.000 m3, à Laghouat (6.000 m3) et à Drean de 200 m3 (W. d'El Tarf). Il est également, prévu dans ce cadre, l'achèvement du programme de réalisation des stations-service autoroutières, avec mise en service de 34 stations-service sur les 42 stations prévues et 7 stations mobiles.

Mise en place d'une puissance additionnelle de production d'électricité de 604 MW

En matière d'électricité et de distribution du gaz naturel par canalisation, des efforts ont été déployés pour le renforcement des moyens de production d'électricité, de développement du réseau de transport et de distribution de l'électricité et l'électrification et de raccordement du pays en gaz naturel, tout en accordant une attention particulière aux activités créatrices de richesses et d'emplois (périmètres agricoles et investisseurs), est-il souligné dans le document. A ce titre, le Gouver-

nement a procédé, à fin septembre 2023, à la mise en place d'une puissance additionnelle de production d'électricité de 604 MW et au renforcement des réseaux de transport et de distribution par la réalisation de 5.096 km et de 1.260 postes et assimilés pour l'électricité et 805,5 km et 119 postes pour le gaz. Il a été fait état aussi de la réalisation de projets de raccordement de 32 sites en électricité et 28 sites en gaz pour les nouvelles villes et pôles urbains, le raccordement de 1.100 investisseurs en électricité et 437 en gaz et le raccordement de 28 zones industrielles en électricité et 19 zones en gaz. En outre, il a été réalisé 3.047 projets électriques dans des zones dispersées et défavorisées, ce qui a permis de raccorder 78.898 foyers et la réalisation de 2.770 autres projets dans le domaine du gaz, aboutissant au raccordement de 276.304 foyers, a-t-on encore souligné dans la Déclaration. Dans le cadre de la stratégie de développement des énergies renouvelables, il a été pro-

cedé au raccordement des exploitations agricoles de 2000 hectares, tandis que l'éclairage public a concerné 5000 points lumineux en solaire photovoltaïque. Le bilan réalisé dans ce domaine comprend le raccordement de 240 écoles primaires avec des systèmes autonomes d'énergie solaire, de 2.536 foyers et l'alimentation de 965 puits en énergie solaire. En outre, les efforts menés ont permis l'amélioration de l'efficacité énergétique des unités industrielles avec un taux de 57% sur un total de 39 projets. Concernant le secteur minier, il a été concrétisé 39 cartes géologiques et 10 cartes liées aux ressources minérales et aux carrières, ainsi qu'aux mines anciennes et à l'exploitation de l'or traditionnel. Des progrès ont été, en outre, accomplis dans le programme de recherche minière en atteignant la troisième étape au cours de cette année, qui concerne 15 projets avec un budget estimé à 1,3 milliard DA, est-il souligné dans le document.

TLEMCEM

Raccordement de plus de 700 exploitations agricoles au réseau d'électricité

Plus de 703 exploitations agricoles dans la wilaya de Tlemcen ont bénéficié d'une opération de raccordement au réseau d'électricité, a indiqué, dimanche, un communiqué de la Société de l'électricité et du gaz de Tlemcen. La même source a indiqué que ces exploitations agricoles ont été raccordées, de manière progressive, depuis mars 2022, alors que l'opération est toujours en cours pour le raccordement de 42 autres exploitations agricoles, au réseau d'électricité. Cette opération a permis la réalisation de 554 km des réseaux de moyenne et basse tensions, ainsi que la réalisation de 398 transformateurs électriques pour raccorder ces exploitations agricoles, à travers 20 daïras, à l'instar notamment de Bab El Assa, Beni Bousaïd, Ghazaouet, Ouled Mimoun, Sebdo, Maghnia et autres, a-t-on indiqué. La même source a rappelé que cette opération de raccordement des exploitations agricoles se poursuit, progressivement, en coordination avec la Direction des services agricoles, et ce, après que des agriculteurs ont déposé leurs demandes et que Sonelgaz avait effectué des visites sur site pour préparer les devis des montants nécessaires au financement de ces opérations. Ces opérations permettront aux agriculteurs de concrétiser leurs projets liés à l'extension des superficies agricoles irriguées, la diversification des produits agricoles, l'augmentation de la production et la création d'emplois, a-t-on souligné.

CHLEF

Ouverture d'une nouvelle agence d'Al Salam Bank-Algeria

Le réseau bancaire de la wilaya de Chlef a été renforcé par l'ouverture d'une nouvelle agence d'Al Salam Bank-Algeria à la cité "Amara" du nouveau pôle urbain Ben Souana, entrée en service, dimanche, en présence du Directeur général (DG) de la banque, Nasser Haider, d'hommes d'affaires et d'investisseurs locaux. Il s'agit de la 24e agence d'Al Salam-Bank ouverte à travers le territoire national, dans le cadre de "la stratégie de la banque visant son expansion et positionnement à travers les plus importantes régions et sites d'activité économique en Algérie et la wilaya de Chlef en fait partie étant réputée pour sa dynamique commerciale et la diversité de son activité économique", a indiqué à l'APS M. Haider, en marge de la cérémonie d'inauguration. Il a rappelé que la banque Al-Salam propose des prestations conformes aux préceptes de la Chariâ islamique, afin d'accélérer l'inclusion financière, recueillir l'épargne à travers les comptes courants et les comptes d'investissement, et financer les activités économiques, en termes de capital et d'approvisionnement en matières premières, pièces de rechange et marchandise s. Cette banque assure, également, plusieurs offres en matière d'épargne, au profit de tous les membres de la famille, en leur proposant les livrets d'investissement "Omniati", "Hadiyati", "Omriati" et "Siyahati", en plus du livret "Dirassati", destiné aux étudiants, en guise de "contribution au processus national de développement durable, global et équilibré, et afin de garantir des services diversifiés à ses différents clients", a souligné le même responsable. Après avoir effectué une visite des différents services de cette nouvelle agence, le DG d'Al Salam Bank-Algeria a recommandé aux employés

BATNA

Nécessité de livrer dans les délais la canalisation de transfert entre Ain Kercha et le barrage de Koudiat Medouar

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a insisté, lundi à Boulhilet (Batna), sur la livraison "dans les délais" du projet de renforcement de la conduite de transfert d'eau entre la station de pompage d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi) et le barrage de Koudiat Medouar (Batna).

Lors de l'inspection de ce projet, qui s'étend sur 24 km, le ministre a instruit les responsables de l'entreprise publique Cosider-Canalisations, en charge de sa réalisation, à l'effet de déployer davantage d'efforts et de renforcer les chantiers, "au regard de la grande importance de ce transfert pour les wilayas de Batna et de Khenchela, notamment en ce qui concerne l'alimentation des populations en eau potable". M. Derbal a ajouté que ce projet "bénéficiera autant aux citoyens qu'aux agriculteurs en leur fournissant de l'eau d'irrigation, en particulier au niveau du périmètre agricole de Chemora qui couvre une superficie de 7.287 hectares". Le projet, a rappelé M. Derbal, financé à hauteur de plus de 20 milliards de dinars, est destiné à soutenir la canalisation de transfert Ain Kercha-Koudiat Medouar sujette à de fréquentes pannes. M. Taha Derbal a également fait savoir que l'année 2024 verra le renforcement de la seconde canalisation de transfert d'eau, sur un linéaire de 24 km, afin de régler définitivement le problème des pannes récurrentes au niveau des deux canalisations. Le ministre a souligné, à ce propos, que cet important projet a été lancé "conformément aux strictes directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant une meilleure prise en charge du problème de l'alimentation en eau potable des wilayas de Batna et de



Khenchela". Il est attendu que le volume d'eau transféré vers le barrage de Koudiat Medouar depuis le barrage géant de Beni-Haroun (Mila) via la station de pompage d'Ain Kercha atteigne, après la réception du projet, 400.000 mètres cubes/jour, dont 180.000 m3 seront quotidiennement traités, et le reste voué à l'irrigation agricole, selon les explications fournies in situ au ministre. Le ministre de l'Hydraulique, accompagné du wali de Batna, Mohamed Benmalek, s'est ensuite enquis du projet d'extension de la station d'épuration du barrage de Koudiat Medouar, avant d'inspecter la station d'épuration des eaux usées, à Timgad, où il a reçu des explications détaillées sur le fonctionnement de cet équipement et sur la réutilisation de

l'eau filtrée pour les besoins de l'agriculture. M. Derbal a présidé, par la suite, une cérémonie de mise en service du quatrième couloir destiné à fournir de l'eau potable aux communes de la région d'Oued Abdi (Theniet El Abed, Chir, Tigherghar et Menaâ) à partir du barrage de Koudiat Medouar, au bénéfice de plus de 108.000 habitants. La visite du ministre de l'Hydraulique dans la wilaya de Batna a aussi été marquée par la mise en service d'une retenue d'eau à Tikhoubai, dans la commune d'Oued Chaâba, d'une capacité de 260.000 mètres cubes, par la remise de certificats d'exploitation à l'association agricole bénéficiaire de cet ouvrage qui permettra l'irrigation de plus de 200.000 hectares, et par

la mise en service, dans la zone industrielle de Batna, d'un forage faisant partie d'un programme de réalisation de 10 forages dans différentes communes. M. Derbal avait entamé sa visite à Batna en donnant le coup d'envoi d'une grande campagne d'élimination des fuites dans le réseau de distribution d'eau potable, menée avec la participation d'équipes venues de nombreuses wilayas, ainsi que d'une opération de réhabilitation, au titre d'une seconde tranche, du système d'AEP de la ville de Batna. Le ministre de l'Hydraulique a salué, au terme de sa visite, les efforts des autorités locales en matière de réalisation, d'accompagnement et de suivi des projets relevant du secteur des ressources en eau.

OUARGLA

Une région "pilote" en aquaculture

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a affirmé lundi à Ouargla, que cette wilaya est une "région pilote" en matière d'élevage aquacole. Intervenant au terme d'un exposé qui lui a été présenté sur la situation du secteur de l'aquaculture, en présence de l'ambassadeur de la Corée du Sud en Algérie, M. You Ki-Jun, et des autorités locales, M. Badani a souligné que "le lancement des projets aquacoles dans cette wilaya aura des retombées positives sur l'ensemble des wilayas du Sud du pays" pour le montage des projets d'investissement similaires. "L'intérêt qu'accordent les autorités locales au développement de l'aquaculture se traduit au travers la création de la zone d'activités aquacoles, s'étalant sur 100 hectares, au niveau de la commune de Hassi-Benabdallah, daïra de Sidi-Khouiled", a indiqué le ministre, faisant savoir

l'existence des études techniques pour la réalisation de 43 zones d'activités similaires à travers sept (7) wilayas du pays. Le ministre a indiqué que "la production des poissons d'eau douce en Algérie qui était un rêve est devenue réalité", citant, à titre d'illustration, la commercialisation à Alger, à l'occasion de la rentrée sociale, d'importantes quantités de ce poisson (Tilapia) à des prix raisonnables. M. Badani a, par ailleurs, fait état de la signature, en perspective, d'une convention entre son département et celui de l'agriculture et de développement rural, portant exploitation des eaux de bassins d'élevage riches en matières organiques en agriculture, notamment dans la céréaliculture. Le ministre s'est, lors de cette visite d'une journée dans la wilaya de Ouargla, rendu dans la commune de Hassi-Benabdallah, où il est enquis, au niveau de la ferme pilote d'élevage de la crevette d'eau douce et

de l'unité de fabrication des aliments de poissons, à être opérationnelle fin de l'année en cours (2023). Fruit d'un partenariat algéro-sud-coréen, cette entité économique est versée actuellement dans l'élevage du Tilapia, a-t-on expliqué à la délégation ministérielle. Sur site, le ministre a présidé la cérémonie de signature d'une convention entre le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) et la société "Global Agri-food", filiale de MADAR Holding, portant création d'une nouvelle entité d'élevage des espèces aquacoles de Tilapia et de crevettes d'eau douce, et la production des aliments de poissons, a fait savoir le P-dg de Global Agri-food, Lotfi Bouaraara.

L'élargissement des BRICS n'est pas la fin de l'ordre mondial – ni la fin du monde

Partie 1

Les réactions face à l'élargissement des BRICS ont été un vrai ping-pong, alternant entre rejet et alarmisme. Mais pour le moment, rien ne permet de craindre la fin de l'ordre mondial régi par les États-Unis – et nous n'avons par conséquent pas à redouter le nouvel ordre mondial multipolaire que les BRICS souhaitent instaurer.

Source : Jacobin, Branco Marcetic (*)

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa et les autres dirigeants des BRICS, Xi Jinping (Chine) et Narendra Modi (Inde), posent avec d'autres délégués lors de la journée de clôture du sommet des BRICS au Sandton Convention Center, le 24 août 2023 à Johannesburg, en Afrique du Sud. (Per-Anders Pettersson/Getty Images)

Le quinzième sommet des BRICS vient de se terminer, et le partenariat de cinq membres – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud – s'est enrichi de six nouveaux partenaires, douze ans après la seule fois où un nouveau membre était venu s'ajouter. Les prises de position sur ce que cela signifie ont été nombreuses et rapides, souvent en contradiction flagrante.

« L'expansion des BRICS est une grande victoire pour la Chine », nous dit CNN. Sauf que Foreign Policy nous dit que « l'expansion des BRICS n'est pas un triomphe pour la Chine ». Mais cela signifie cependant « un échec du leadership américain », selon Bloomberg, alors que dans le même temps, selon Deutsche Welle les États-Unis sont « relax » par rapport à tout cela. « En réalité, les BRICS sont vraiment en train de construire un monde multipolaire. » Mais, est-ce bien le cas ? Parce qu'en fait, les BRICS viennent de prouver « qu'ils ne sont guère plus qu'un acronyme vide de sens ».

Il va sans dire que toutes ces affirmations ne sauraient être vraies. Mais les divergences criantes de la réaction collective mettent en évidence un fait : nous nous aventurons en terrain inconnu et de nombreux Occidentaux ne savent pas vraiment quoi en penser.

Braver le dollar

Les réactions se sont partagées entre rejet et crainte. Du côté du rejet, les commentateurs ont balayé l'événement comme étant « raté » et le qualifiant de simple création d'un « plus grand forum de discussion » pour la Chine, les trois jours de délibérations n'ayant été qu'un « assemblage de princes, d'autocrates, de démagogues et de criminels de guerre, dont les actes et les paroles allaient de la semi-farce à la futilité ».

Du côté de la crainte, tout cela fait partie du « combat pour la suprématie mondiale » de Pékin et s'inscrit dans sa tentative, conjointement avec la Russie, de « défier l'influence américaine », visant à rivaliser avec le G7, voire l'OTAN et les blocs militaires tels que le Dialogue quadrilatéral de sécurité (le Quad) et l'AUKUS. Ces deux positions ont été clairement présentées dans un article de Bloomberg qui a qualifié l'événement de « Sommet des superpuissances secondaires » et les BRICS eux-mêmes de « vecteur dominé par la Chine » destiné à « à faire écho à ses critiques à l'égard des États-Unis et de l'Union européenne ».

En réalité, ce n'est ni l'un ni l'autre. Tout d'abord, le sommet des BRICS n'a pas été la bagatelle escomptée par la majeure partie des commentateurs, même s'il n'est pas tout à fait ce sésame d'un nouvel ordre mondial que d'aucuns voudraient qu'il soit.

Avec l'arrivée de six nouveaux États membres – l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) –, le groupe dépasse désormais le G7 en termes de part du PIB mondial, représentant entre 29 et 36 % de celui-ci, en fonction des personnes interrogées, ainsi que près de la moitié de la population mondiale. (Le G7 regroupe environ 10 % de tous les êtres humains de la planète). Ce n'est pas rien et, à tout le moins, c'est un clair signal de l'évolution de l'équilibre des pouvoirs dans le monde à une époque où l'influence des États-Unis et de l'Europe est en train de décliner.

Avec l'arrivée de six nouveaux membres, les BRICS devancent désormais le G7 en termes de part du PIB mondial, re-

présentant entre 29 et 36 % de celui-ci, ainsi que près de la moitié de la population mondiale.

Peut être plus important encore, avec ses nouveaux membres, les BRICS se sont fermement ancrés au cœur du commerce mondial du pétrole. Ils comptent désormais parmi leurs membres quatre des plus grands producteurs de pétrole au monde (Arabie saoudite, Russie, Iran, Émirats arabes unis), trois membres de l'OPEP (Arabie saoudite, Iran, Émirats arabes unis), qui est elle-même le plus grand exportateur de pétrole au monde, et deux des plus grands importateurs de pétrole au monde (la Chine et l'Inde).

En conséquence, les BRICS sont désormais responsables de 42 % de la production mondiale de pétrole, soit plus du double de ce qu'ils représentaient auparavant, et de 36 % de la consommation mondiale de pétrole. Cela représente une part énorme du commerce mondial du pétrole et pourrait bien faire froid dans le dos des puissants à Washington, surtout alors que les relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite traversent une période difficile.

Cette relation, ajoutée au fait que les prix des exportations de pétrole sont fixés en dollars américains, est l'un des fondements du statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale, ainsi que de la domination des États-Unis sur le système financier international – et c'est là un des facteurs tout aussi essentiel à leur position en tant que nation la plus puissante du monde que leur armée omniprésente. Or, ce même rôle du dollar américain se trouve être également l'un des griefs les plus persistants et les plus essentiels des membres fondateurs des BRICS.

Déjà, avant ce sommet, ce système basé sur les pétrodollars a déjà subi quelques coups de boutoir importants. L'Inde, troisième importateur mondial de pétrole, a commencé l'année dernière à acheter du pétrole russe à prix réduit dans des monnaies autres que le dollar, notamment le yuan chinois, tandis que Pékin et le gouvernement saoudien envisageaient eux aussi d'échanger du pétrole dans cette devise, et justement, l'élargissement des BRICS pourrait bien marquer un pas dans cette direction.

La prudence des dirigeants américains pourrait être confortée par l'accueil glacial réservé par les États membres, à l'exception de la Russie, aux propositions du président brésilien de gauche Lula da Silva relatives à la création d'une monnaie commune pour les BRICS, sur le modèle de l'euro. Les discussions au sommet se sont néanmoins focalisées sur la manière dont les États membres pourraient renforcer l'utilisation de leurs propres monnaies locales dans leurs échanges commerciaux – ce qui est de bon augure, même si aucun accord n'a été conclu sur ce plan, sachant qu'une grande partie du commerce mondial du pétrole est sous le contrôle des BRICS et se fait entre leurs nouveaux membres.

Dans le même temps, la Nouvelle banque de développement du groupe, créée en 2014 comme alternative au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale pour l'octroi de prêts aux pays pauvres, et actuellement dirigée par l'ancienne présidente brésilienne Dilma Rousseff, tente de faire baisser le montant de la dette totale en dollars. « Les monnaies locales ne sont pas des substituts du dollar. Ce sont des alternatives à un système », a déclaré Rousseff en parlant de ce plan.

Ainsi, même si la « dédollarisation » que des pays comme le Brésil, la Chine et la Russie appellent de leurs vœux depuis longtemps n'a pas encore fait beaucoup de progrès, nous pourrions les voir jeter les bases d'une remise en cause plus directe de la suprématie du dollar à plus ou moins long terme. Par ailleurs, les participants ont débattu de la possibilité de continuer à développer des systèmes de paiement alternatifs à la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT), un autre moyen potentiel pour contourner l'ordre financier dominé par les États-Unis.

Il s'agit là d'avancées considérables concernant une question qui n'a pratiquement pas bougé depuis plus d'une décennie. Pourquoi maintenant ? Si le krach de 2008 et l'inquiétude

suscitée par la politique de sanctions de Washington, qui a la gâchette facile, nourrissent depuis longtemps ces inquiétudes, la tentative infructueuse des États-Unis visant à faire s'effondrer l'économie russe en réponse à l'invasion de l'Ukraine a servi de réel catalyseur. Des experts et des représentants de l'establishment, dont la secrétaire au Trésor Janet Yellen, ont mis en garde l'année dernière contre le risque de voir d'autres pays considérer les sanctions américaines sans précédent contre la Russie comme un avertissement quant à ce qui pourrait leur arriver s'ils se retrouvaient du mauvais côté de Washington, et contre le risque de voir par conséquent se précipiter un mouvement de désaffection pour le dollar.

La coalition autour des matières premières

Bien entendu, il ne s'agit pas seulement du dollar américain. Il y a d'énormes avantages géopolitiques, peu importe ce qu'il se passe, à disposer d'un tel poids dans le commerce des matières premières clés, et le pétrole n'est qu'un des éléments du tableau.

D'autres pays pourraient voir dans les sanctions sans précédent prises par les États-Unis à l'encontre de la Russie un avertissement quant à ce qui pourrait leur arriver s'ils se retrouvaient du mauvais côté de Washington.

Selon une étude réalisée en 2019, les pays membres des BRICS représentaient déjà près de la moitié de l'offre et de la consommation mondiales des matières premières, fournissant notamment la moitié ou plus de l'aluminium, du cuivre, du minerai de fer et de l'acier, ainsi que plus de 40 % du blé, du sucre et du café, et environ un tiers du maïs. À cela il faut ajouter aujourd'hui le grand producteur de café et d'or qu'est l'Éthiopie, le grand exportateur de blé et de maïs qu'est l'Argentine et le grand producteur de gaz naturel qu'est l'Égypte.

Le groupe compte désormais quatre des quinze premiers détenteurs de réserves de lithium – un composant essentiel pour la transition prochaine vers l'abandon des combustibles fossiles – y compris, avec l'Argentine, deuxième détenteur mondial qui devrait devenir le deuxième producteur de ce métal d'ici quatre ans. (Le pays qui possède le plus de réserves, la Bolivie, a également posé sa candidature à l'adhésion).

Les membres des BRICS cherchant à la fois à renforcer les échanges commerciaux entre eux et à trouver des alternatives au système financier dirigé par les États-Uni, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi l'adhésion à cette « alliance économique » peut sembler séduisante pour des pays comme Cuba, le Venezuela et la Syrie, qui tous ont été soumis à des années de sévères sanctions occidentales, et qui tous ont demandé à devenir membres de l'organisation. Les quatre membres fondateurs des BRICS se sont bien gardés de souscrire aux sanctions américaines à l'encontre de la Russie, tout comme l'ensemble des nouveaux membres, voire ont pris des mesures qui ont très ouvertement sapé ces sanctions.

Cela permet également de jeter les bases pour que les BRICS, comme ses différents États membres l'ont demandé et comme la déclaration de ce sommet l'a établi, deviennent une voix et un défenseur du Sud, en particulier des nations que nous appelons les pays « en développement ». Cette démarche a toujours fait partie de la vision des BRICS, et l'addition de l'Afrique du Sud en 2010 qui n'avait pas beaucoup de sens d'un point de vue économique, avait par contre une grande signification politique en permettant à une voix africaine de s'exprimer. L'entrée de l'Éthiopie, l'une des économies dont la population et la croissance sont les plus fortes du continent et qui abrite le siège de l'Union africaine, va dans le même sens.

(*)Un des rédacteurs de Jacobin, il est aussi l'auteur de *Yesterday's Man : The Case Against Joe Biden (L'homme du passé, le dossier contre Joe Biden, NdT)*

A suivre

L'Arabie saoudite va se doter d'un mécanisme de compensation carbone

L'Arabie saoudite a dévoilé lundi un mécanisme qui doit permettre à ses entreprises de compenser leurs émissions de gaz à effet de serre et soutenir l'objectif affiché du royaume pétrolier d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2060. Le mécanisme de crédit et de compensation des émissions de gaz à effet de serre (Greenhouse Gas Crediting and Offsetting Mechanism - GCOM), dont le lancement est prévu début 2024, « vise à accroître la coopération entre les entités nationales qui cherchent à réaliser leurs ambitions climatiques en aidant à mobiliser des financements dans tous les secteurs pour une variété de projets et d'activités », selon son site web. L'initiative a été annoncée durant la Semaine du climat du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), une conférence organisée par les Nations unies dans la capitale saoudienne, Ryad. Le GCOM a été décrit lundi comme un mécanisme national, mais selon la conseillère en politique internationale du ministère saoudien de l'Énergie, Maria AlJishi, il pourrait potentiellement supporter « de futurs transferts internationaux si l'Arabie saoudite choisissait de s'engager ».

L'objectif du zéro net carbone en 2060

L'article 6 de l'Accord de Paris de 2015 permet aux pays de coopérer pour atteindre les objectifs de réduction des émissions, notamment en transférant des crédits carbone. Les crédits carbone sont des outils prisés par les entreprises qui cherchent à compenser leurs émissions de CO₂ et s'afficher « neutres en carbone ». Mais de récents scandales montrent que ce secteur peut ouvrir de nombreuses possibilités d'écoblanchiment.

Parmi les cas emblématiques : Walt Disney et la banque JP Morgan, entre autres, auraient acheté des crédits carbone issus de projets de protection de forêts alors que ces dernières n'étaient pas menacées. Maria AlJishi a affirmé que les autorités saoudiennes souhaitaient mettre en place des garanties contre le « double comptage et la double émission ». L'Arabie saoudite a annoncé en 2021 viser le « zéro net » carbone en 2060.

Le plus grand exportateur mondial de brut au monde a affirmé que cet objectif serait atteint « d'une manière qui préservera le rôle du royaume dans le renforcement de la sécurité et de la stabilité des marchés mondiaux de l'énergie ». Les appels répétés des responsables saoudiens à accroître les investissements dans les énergies fossiles rendent toutefois les défenseurs de l'environnement sceptiques sur les engagements de la monarchie pétrolière.

AVEC DES EXPORTATIONS DE 7,4 MILLIARDS DE DINARS

La Tunisie à l'honneur au salon « Anuga » en Allemagne

Les exportations de la Tunisie vers l'Allemagne ont atteint 7436,8 millions de dinars (MD) en 2022, contre 5969.7 MD en 2021, soit une hausse de l'ordre de 24,6 %. Par ailleurs, il est à noter que l'Allemagne figure en deuxième position sur la liste des pays avec lesquels la Tunisie peut considérablement développer ses exportations, avec un potentiel restant inexploité estimé à 1.1 USD milliards.

La Tunisie participe actuellement, pour la 25^{ème} fois consécutive, au salon international « Anuga 2023 » dédié à l'industrie mondiale de l'alimentation, qui se tient à Cologne du 7 au 11 octobre 2023. 40 exposants Tunisiens, opérant dans le secteur agro-alimentaire et spécialisés notamment dans les filières de l'huile d'olive, des conserves alimentaires (thon, sardines, harissa), des dattes et dérivées, de la pâtisserie, de la charcuterie, des plats pré-préparés, de la tomate séchée, ..., prennent part à cette exposi-

tion internationale, à travers un pavillon national aménagé sur une superficie de 435m².

Ces exposants ont mené des contacts prometteurs avec des visiteurs professionnels émanant de plus de 55 pays étrangers. La participation Tunisienne à ce salon a permis également de mettre en valeur une offre assez exhaustive de produits tunisiens, et de promouvoir les atouts de la Tunisie sur un marché qui présente de réelles opportunités d'exportation.

Le Pavillon de la Tunisie s'est distingué par son allure attirante et ses fonction-

nalités de premier plan donnant vie à un formidable espace de rencontres et une place de choix pour mener à bien les rendez-vous d'affaires.

Le salon « Anuga » est considéré comme l'événement majeur de l'agroalimentaire à l'échelle mondiale, avec un nombre record d'exposants dépassant 7 800 et plus de 200,000 visiteurs qualifiés. Il réunit tous les acteurs clés, producteurs acheteurs et décideurs du secteur. C'est aussi l'occasion pour révéler les tendances et l'innovation qui façonnent l'industrie agroalimentaire de demain.

EGYPTE/9 ANS DE RÉALISATIONS

Economie, des chiffres prometteurs

Dans la session consacrée à l'économie, les ministres de la Planification et du Développement économique, Hala Al-Saïd, et des Finances, Mohamad Maeit, ont dressé un inventaire détaillé des réalisations et des projections jusqu'en 2027-2028. « La décision de faire flotter la L.E. le 16 novembre 2016 a donné lieu à une stabilité macro-économique. Celle-ci a ouvert la voie à une restructuration économique au sens propre du terme », a déclaré Maeit dans sa présentation. L'Égypte a assimilé, ces dernières années, plusieurs chocs économiques : le confinement pendant la pandémie de Covid-19, la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, la crise des marchés émergents en 2018 qui a entraîné une baisse de la va-

leur de la monnaie de 54 pays africains, la hausse des cours du pétrole qui sont passés de 60 dollars le baril à 144 et, enfin, la guerre en Ukraine. Maeit a justifié la rigueur des finances publiques par le déficit budgétaire par rapport au PIB. « Le budget souffre d'un déficit depuis 1980. Les dépenses sont toujours plus élevées que les revenus et c'est un problème structurel. Un plan a été adopté pour ramener le déficit budgétaire sur une courbe descendante graduelle. Celui-ci est passé de 12,5 % du PIB en 2016 à 6 % en 2022-2023. On prévoit 6,9 % en 2023-2024 à cause des taux d'intérêt. Mais on prévoit 4,7 % en 2027-2028. Selon l'Union européenne, un déficit normal ne devrait pas excéder les 5 % », explique le ministre. Les sommes budgétaires allouées aux subventions du car-

burant ont été réorientées au service de la sécurité sociale, Hayah Karima, Takaful et Karama et les pensions de retraite. Maeit a expliqué que l'Etat tient à la durabilité des pensions et des fonds de retraite. Selon lui, l'Etat a débloqué pour les pensions de retraite entre 2013-2014 et 2023 plus de 1,2 trillion de L.E. Al-Saïd, elle, est revenue sur les Objectifs du Développement Durable (ODD) 2030. « L'Égypte est considérée comme l'un des 26 pays ayant fait un progrès évident en ce qui a trait aux ODD », a déclaré la ministre, évoquant les progrès réalisés dans les secteurs social, économique et environnemental. « L'Égypte considère le droit au développement comme un droit inaliénable des droits de l'homme. Je fais allusion ici à la protection sociale globale,

l'amélioration des infrastructures, l'efficacité des institutions et, enfin, l'investissement dans le capital humain », a déclaré Al-Saïd. Et d'ajouter : « Pour réaliser ces objectifs, il nous fallait accroître les investissements publics. Ceux-ci sont passés au niveau national de 110 milliards de L.E. en 2013-2014 à 1,050 trillion de L.E. en 2023-2024. Au niveau des gouvernorats, ils sont passés de 8,2 milliards de L.E. à 32 milliards de L.E. ». Dans le secteur de l'environnement, 40 % des projets exécutés en 2022-2023 sont verts et il est prévu que ce taux atteigne les 50 % au cours de l'exercice actuel. En ce qui a trait au taux de croissance, la ministre projette un taux de croissance durable situé entre 7 et 8 %. Le chômage, quant à lui, a atteint 7 %, son taux le plus bas.

EN FAVEUR DU PROJET PÉTROCHIMIQUE DE RAS LAFFAN

QatarEnergy et Chevron Phillips reçoivent un financement de 4,4 milliards de dollars

QatarEnergy et "Chevron Phillips Chemical Company" ont annoncé aujourd'hui avoir obtenu un financement de 4,4 milliards de dollars pour le Projet pétrochimique de Ras Laffan, un complexe intégré pour la production d'oléfines et de polyéthylène au sein de la zone industrielle de Ras Laffan.

Le financement de la dette senior consiste en des facilités commerciales, islamiques et des agences de crédit à l'exportation.

Le Complexe pétrochimique de Ras Laffan est une coentreprise entre Qatar Energy (70 %) et "Chevron Phillips Chemical Company" (30 %). Il est considéré comme le projet pétrochimique majeur de l'État de Qatar, dont la décision finale d'investissement est annoncée en janvier 2023.

Dans ce contexte, Son Excellence l'Ing. Saad bin Sherida Al Kaabi, ministre d'État aux Affaires énergétiques, Membre élu

et Président exécutif de QatarEnergy, a déclaré : "Ce financement a dépassé les exigences de souscription, ce qui démontre la confiance de la communauté financière dans l'État de Qatar et dans ses industries énergétiques et pétrochimiques". "Cet investissement fondamental et à grande échelle représente une réalisation majeure et une étape importante vers l'achèvement du projet pétrochimique de Ras Laffan, le plus grand du Moyen-Orient et l'un des projets les plus importants au monde. Nous sommes ravis de pouvoir accéder à cette phase passionnante du projet avec notre partenaire de longue date, Chevron Phillips Chemical Company", a-t-il ajouté.

Ce projet devrait générer d'importantes retombées économiques pour le pays, notamment une augmentation des recettes fiscales et des investissements étrangers.

CÔTE D’IVOIRE

Les enjeux pour l’année cacaoyère 2023/2024

En Côte d’Ivoire, la campagne 2023/2024 de cacao bat son plein depuis plus d’une semaine. Dans le cadre de ce nouvel exercice, les producteurs, les organisations de la société civile et les autorités de régulation de la filière devront faire face à diverses incertitudes et à de nouveaux défis. Eclairage.

Les perspectives sur la récolte
En Côte d’Ivoire, l’enjeu principal de la nouvelle saison reste d’abord la taille de la récolte et en particulier celle de la campagne principale d’octobre à mars qui fournit près de 80 % de l’offre annuelle. En effet, dans la première économie de l’UEMOA, les fortes pluies enregistrées en mai et juillet dernier ont affectée de nombreuses zones de production comme Daloa et San Pedro et engendré plusieurs maladies fongiques comme la pourriture brune. En outre, le prix élevé des intrants chimiques (pesticides, fongicides et engrais) pourrait réduire leur usage et limiter les rendements. Et si le prix bord-champ a été fixé à 1000 Fcfa par kg, soit une hausse de 100 Fcfa (11%) par rapport à un an plus tôt, certains observateurs indiquent que ce niveau reste modeste alors que les producteurs tablaient sur une hausse de 44 % dans un contexte de forte hausse des prix mondiaux à Londres et à New York et de revalorisation du prix du côté du Ghana (+ 64 %)
Selon des sources proches du Conseil du Café-Cacao (CCC), la récolte globale devrait chuter de 20 % d’une année sur l’autre à 1,8 million de tonnes en 2023/2024. Cependant, cette prévision devrait encore évoluer au fil des mois alors que l’impact du phénomène El Nino dans le bassin cacaoyer ouest-africain sera scrutée par tous les acteurs du marché.
Se confiant à Reuters, Aneeka Gupta, analyste chez Wisdom Tree, indique que cet épisode climatique apporte habituellement des conditions chaudes et sèches en Afrique de l’Ouest. En Côte d’Ivoire, la crainte est de connaître une intensification du vent sec saisonnier de l’harmattan qui souffle d’ordi-

naire entre décembre et mars.
En Côte d’Ivoire, la crainte est de connaître une intensification du vent sec saisonnier de l’harmattan qui souffle d’ordinaire entre décembre et mars.
Plus globalement sur cette nouvelle campagne, les prévisions sont plus ou moins unanimes sur un nouveau resserrement de l’offre mondiale après une campagne 2022/2023 où le déficit est estimé à 116 000 tonnes selon l’Organisation internationale du cacao (Icco).
Selon BMI, une unité de Fitch Solutions, le marché pourrait revenir à une situation plus ou moins équilibrée alors que du côté du côté du courtier britannique Marex Spectron, les avis sont plus tranchés. Selon les analyses de la firme, relayées par Bloomberg, le déficit du marché pourrait atteindre 279 000 tonnes en 2023/2024, un niveau record.

La réglementation de l’Union européenne sur la déforestation
En Côte d’Ivoire, la campagne 2023/2024 sera la dernière avant l’application de la loi de l’UE empêchant les importations de produits de base liées à la disparition des forêts. Adoptée en décembre 2022, cette réglementation devrait entrer en vigueur à la fin 2024. Elle obligera les entreprises à prouver que le cacao qu’elles importent n’a pas été cultivé sur des terres déboisées ou dégradées après le 31 décembre 2020.
Elle obligera les entreprises à prouver que le cacao qu’elles importent n’a pas été cultivé sur des terres déboisées ou dégradées après le 31 décembre 2020.
Si les questions sur la praticabilité de la mesure continuent encore de se poser dans le

rang de certaines compagnies et ONG, la pression monte sur les autorités ivoiriennes, le pays étant le premier fournisseur de la fève avec 40 % de l’offre globale.
Le développement des plantations de cacao a déjà conduit à une réduction des superficies forestières à environ 2,5 millions d’hectares contre 16 millions d’hectares dans les années 1960.
Selon un rapport publié vers la fin septembre par l’initiative Cacao et Forêts (ICF), un partenariat soutenu par le Prince de Galles, lancé en 2017, 62 000 hectares de forêts ont été perdus en 2022 contre 26 000 hectares en 2021, soit la première augmentation depuis 2019.
Du côté du gouvernement ivoirien, on martèle que les efforts s’intensifient pour se conformer à la nouvelle réglementation de l’UE. En mars dernier, Kobenan Kouassi Adjoumani, ancien ministre de l’Agriculture et du Développement rural estimait que 85 % de la récolte pourrait être écoulée sur le marché commun européen qui absorbe d’ordinaire plus de 60 % de ses exportations d’or brun.

La question de la traçabilité
Dans le secteur cacao, la lutte contre la déforestation implique la mise sur pied d’un système de traçabilité pour contrôler l’origine des fèves. En Côte d’Ivoire, il s’agit d’une problématique majeure qui persiste au fil des années.
Selon une étude publiée en début d’année par la plateforme Trase et l’Université catholique de Louvain (UCL), 55 % du cacao exporté en 2019 dans la nation éburnéenne, soit près d’un million de tonnes, n’est pas traçable.

MOIS DU CONSOMMER LOCAL

Lancement officiel des activités au Togo

Au Togo, la célébration du mois du “consommer local” a débuté officiellement ce lundi 9 octobre 2023. Le ton de cette édition, la 4ème, a été donné par la ministre du commerce et de la consommation locale, Rose Mivedor.
Le 4ème chapitre de cette initiative consacrée aux produits locaux, sera essentiellement axé sur la recherche des « stratégies pour stimuler la consommation des biens et services locaux ». Cette nouvelle édition principalement marquée par des panels de discussion, autour du thème central, et sur les questions liées à la qualité des produits, à leur certification, ainsi que sur l’impact des laboratoires d’analyses sur la compétitivité des produits et services locaux.
Seront organisées également sur l’ensemble du territoire, des expositions-ventes, mettant en avant le "Made in Togo" sans oublier des visites d’entreprises et des campagnes médiatiques encourageant la promotion des biens et services locaux.
Cette édition sera aussi une opportunité pour les parties prenantes de dresser un bilan des éditions précédentes et de définir de nouvelles stratégies visant à ren-

forcer la compétitivité des entreprises togolaises sur les marchés nationaux et internationaux.
Selon la ministre chargée de la consommation locale, les trois premières éditions ont permis d’enregistrer des retombées bénéfiques pour tous les acteurs de la chaîne de consommation locale notamment les producteurs, les transformateurs, les distributeurs et les consommateurs.
« Ces trois premières éditions ont permis l’augmentation de près de 40% du chiffre d’affaires et le renforcement des effectifs dans le secteur des cosmétiques, de l’habillement et de l’agroali-

mentaire. Ces éditions ont également été l’occasion pour le gouvernement et les acteurs de se rendre à l’évidence des principaux besoins et défis des promoteurs et des consommateurs en termes de traçabilité des produits, de qualité et de normes », a rapporté Rose Mivedor, Notons que cet événement est en ligne avec la décision prise par les ministres chargés du commerce des Etats membres de l’UEMOA en octobre 2019, de réorienter les modes de consommation afin de valoriser les nationaux, à travers la transformation des produits et services locaux.

GHANA

Après avoir levé 86,1 millions \$, la fintech Dash met fin à ses activités

Dash, une start-up ghanéenne opérant dans les technologies financières, met fin à ses activités, rapporte Weetracker le 6 octobre. La décision a été entérinée après une réunion tenue en ligne le mardi 3 octobre. Prince Boakye Boampong, fondateur de la fintech en 2019, a été mis à l’écart par le conseil d’administration plus tôt dans l’année. Il a été accusé d’avoir gonflé les chiffres de l’entreprise et d’avoir détourné quelque 8 millions \$. Entre 2019 et 2023, Dash a levé 86,1 millions \$ pour soutenir sa croissance.

TANZANIE

Le gouvernement sollicite de nouvelles lignes de crédit auprès de l’Inde

La Tanzanie est l’un des principaux partenaires commerciaux de l’Inde en Afrique. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint 6,48 milliards de dollars durant l’exercice 2022/2023. La Tanzanie a sollicité de nouvelles lignes de crédit auprès de l’Inde, a annoncé le ministère indien des Affaires étrangères, ce lundi 9 octobre.
« La Tanzanie a demandé à l’Inde des lignes de crédit supplémentaires dans le domaine de la défense et d’autres secteurs, en plus des lignes de crédit totalisant 1,1 milliard de dollars accordés précédemment à ce pays par l’Inde », a déclaré Dammu Ravi, secrétaire au ministère indien des Affaires étrangères, lors d’une conférence de presse organisée en marge de la visite de la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan à New Delhi.
M. Ravi a également indiqué que Dodoma et New Delhi négocient l’utilisation de leurs monnaies nationales dans les échanges commerciaux bilatéraux.
Mme Suluhu Hassan a entamé dimanche 8 octobre une visite d’Etat de trois jours en Inde pour renforcer les liens économiques avec ce pays asiatique. Accompagnée de plusieurs ministres et d’une importante délégation d’hommes d’affaires, la dirigeante devrait notamment rencontrer son homologue indienne Droupadi Murmu et le Premier ministre Narendra Modi. Elle devrait également signer plusieurs accords de coopération couvrant plusieurs secteurs et participer à un forum d’affaires.
Selon les données du ministère indien des Affaires étrangères, les échanges commerciaux entre l’Inde et la Tanzanie ont atteint 6,48 milliards de dollars durant l’exercice 2022/2023 (1er avril-31 mars), alors que le montant total des investissements indiens dans ce pays d’Afrique de l’Est s’élève à 3,68 milliards de dollars.

JAPON

La Bourse de Tokyo finit en forte hausse

La Bourse de Tokyo, qui avait observé lundi un jour férié au Japon, a clôturé mardi en nette progression, sur fond d'un rebond à Wall Street la veille et ce malgré les craintes liées au conflit entre Israël et le Hamas.

L'indice vedette Nikkei a gagné 2,43% à 31.746,53 points et l'indice élargi Topix a pris 2,12% à 2312,19 points. À la Bourse de Hong Kong, l'indice Hang Seng était bien orienté lui aussi (+0,77% après 06H30 GMT), en dépit de l'avertissement par le géant immobilier chinois Country Garden de sa situation au bord du défaut de paiement. La Bourse de New York avait terminé en hausse lundi, malgré les inquiétudes quant à une possible escalade régionale du conflit après l'offensive surprise et très meurtrière du Hamas en Israël ce week-end et les représailles de l'armée israélienne. Certaines remarques de responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed) ont notamment rassuré les in-

vestisseurs.

Le cours du pétrole dicte le tempo de la bourse
La présidente de son antenne de Dallas (Texas), Lorie Logan, a estimé lundi que la montée des taux obligataires aux États-Unis pourrait en partie jouer le rôle de la banque centrale en refroidissant l'économie américaine, et qu'ainsi la Fed aurait moins besoin de resserrer encore davantage sa politique monétaire. Par ailleurs, la situation au Moyen-Orient, qui risque de peser sur la croissance, «a renforcé la croyance selon laquelle les États-Unis auront moins besoin de relever les taux», selon Atsuko Ishitoya de Daiwa Securities. Les groupes pétroliers nippons ont été

portés par la flambée des cours de l'or noir la veille en raison du nouveau conflit au Proche-Orient : Idemitsu Kosan a bondi de 5,36% et Eneos Holdings de 5,21%, tandis qu'Inpex a décollé de 8,58%. À l'inverse les compagnies aériennes japonaises ont souffert face à la perspective de carburants plus chers : ANA Holdings a lâché 0,84% et Japan Airlines 1,92%. Le marché du pétrole lâchait un peu de terrain après son envolée de la veille: à 06H25 GMT le baril de WTI américain cédait 0,57% à 85,89 dollars et le baril de Brent de

la mer du Nord perdait 0,56% à 87,66 dollars. Les cours des deux barils de référence avaient clôturé en hausse de plus de 4% lundi. Sur le marché des changes, le dollar remontait à 148,80 yens vers 06H30 GMT, contre 148,51 yens lundi à 21H00 GMT. La monnaie européenne se négociait pour 157,04 yens contre 156,93 yens la veille, mais faiblissait face au billet vert, à raison d'un euro pour 1,0556 dollar contre 1,0567 dollar lundi à 21H00 GMT.

PARIS

Rebond du CAC40 avant la saison des résultats

En rebond d'environ 1,2%, le CAC40 affiche une tendance positive ce mardi matin, au lendemain d'une première séance de la semaine minée par le déclenchement de la guerre au Proche-Orient qui a ranimé les craintes d'ordre géopolitique. Ce retour à la confiance s'inscrirait dans le sillage d'une clôture résiliente à Wall Street cette nuit, résilience que Deutsche Bank attribue à des propos accommodants tenus par Lorie Logan, une responsable de la Fed pourtant réputée 'facon'. 'Lorie Logan a déclaré que les rendements plus élevés pourraient signifier qu'il est moins nécessaire de relever davantage les taux de la Fed, avec des conditions financières resserrées substantiellement au cours des derniers mois', explique la banque allemande. On peut donc espérer un retour à la confiance à Paris, après une séance de lundi qui a vu la crise proche-orientale frapper de plein fouet certaines valeurs comme le transporteur aérien Air France-KLM (-8,5%), la chaine hôtelière Accor (-2,9%) ou encore LVMH (-2,6%). A propos de LVMH, il est à noter que le numéro un mondial du luxe doit dévoiler son point d'activité au titre du troisième trimestre après la clôture ce soir, lançant ainsi la saison des publications trimestrielles à la

Bourse de Paris. En attendant ce rendez-vous majeur de la semaine, les investisseurs pourront réagir aux avertissements sur résultats annoncés cette nuit par la société de principes actifs pharmaceutiques Euroapi et le distributeur d'ameublement Maisons du Monde. La société de principes actifs pharmaceutiques Euroapi annonce avoir révisé en baisse ses objectifs de l'année 2023, estimant ainsi désormais que la croissance de son chiffre d'affaires devrait être comprise entre +3 et +5%, contre +7 à +8% précédemment. Maisons du Monde annonce un abaissement de ses objectifs annuels 'en raison d'une dégradation de la confiance des consommateurs observée en Europe, affectant la consommation non alimentaire globale pour le second semestre'. Ses ventes du troisième trimestre devraient selon lui diminuer de 9,4% par rapport à la même période en 2022. Getlink annonce que son service de navettes LeShuttle a transporté 211.819 véhicules de tourisme en septembre 2023, en hausse de 4% par rapport au même mois de 2022, profitant notamment de l'impact de la Coupe du Monde de Rugby.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Octobre 2023 Valeur : 11 Octobre 2023				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	137.4832	137.4982
1	EUR	EURO 	144.6873	144.7169
1	GBP	POUND STERLING 	167.2952	167.3746
100	JPY	JAPANESE YEN 	92.1531	92.1817
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.8442	18.8478
1	CHF	SWISS FRANC 	150.7822	150.8648
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	100.5876	100.6281
1	DKK	DANISH KRONE 	19.4018	19.4067
1	SEK	SWEDISH KRONA 	12.4503	12.4550
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.5876	12.5924
1	AED	UAE DIRHAM 	37.4287	37.4359
1	SAR	SAUDI RIYAL 	36.6544	36.6603
1	KWD	KUWAITI DINAR 	444.7855	444.8340
1	TND	TUNISIAN DINAR 	42.9355	43.3670
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.3629	13.3644
1	LYD	LIBYAN DINAR 	28.0681	28.2117
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.6199	3.6203
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.3983	180.3983

USA

Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a terminé en hausse lundi, inversant la tendance après un début dans le rouge et surmontant, le temps d'une séance, les inquiétudes quant à une possible escalade au Moyen-Orient. Le Dow Jones s'est octroyé 0,59%, l'indice Nasdaq a pris 0,39% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,63%. La séance avait démarré dans le rouge, les investisseurs se préoccupant des conséquences possibles de l'offensive du mouvement islamiste palestinien Hamas contre Israël. Mais les indices ne se sont finalement effrités que modérément. "Beaucoup de gens s'attendaient à ce que les choses se déroulent plus mal que cela n'a été le cas", a commenté Patrick O'Hare, de Briefing.com. Constatant que la place new-yorkaise se tenait mieux que prévu, de nom-

breux opérateurs qui avaient parié sur une chute ont alors cherché à se couvrir, en se mettant à l'achat, selon l'analyste. Par ailleurs, si le marché obligataire était fermé, pour cause de jour férié aux Etats-Unis (Columbus Day), les contrats à terme sur les bons du Trésor américains faisaient, eux, l'objet d'une cotation. Ces derniers ont repris de la hauteur, "ce qui laisse penser que les taux vont baisser" à la réouverture du marché obligataire, "une perspective favorable aux actions", a souligné Patrick O'Hare. Les prix des obligations évoluent ainsi en sens opposé de leurs taux. Malgré cette séance positive, Wall Street reste fragile. "Nous avons un risque géopolitique majeur devant nous et personne ne sait comment les choses vont évoluer dans les jours et les semaines à venir", prévient l'ana-

lyste. "Historiquement, les chocs militaires tendent à n'avoir qu'une influence limitée sur les marchés", explique Sam Stovall, de CFRA. Après une inflexion, ils se reprennent généralement au bout de deux ou trois mois, selon l'analyste, qui indique néanmoins que la guerre du Kippour en 1973 et la première invasion de l'Irak, en 1990 ont eu des répercussions à plus long terme. Les gagnants de la journée ont été les grands acteurs du secteur de l'armement et de la défense, soutenus par le regain de tension au Moyen-Orient, notamment Lockheed Martin (+8,93%), Northrop Grumman (+11,43%), General Dynamics (+8,43%) et RTX (ex-Raytheon, +4,62%). A l'inverse, les croisiéristes ont souffert de la dégradation des perspectives du

tourisme mondial liée à la guerre, tels Carnival (-4,30%) et Royal Caribbean (-2,92%). L'onde de choc a aussi frappé les compagnies aériennes, qui ont suspendu, ce week-end, leurs liaisons entre les Etats-Unis et Israël. American Airlines (-4,08%), United Airlines (-4,88%) et Delta Air Lines (-4,65%) évoluaient tous dans le rouge. Beaucoup de valeurs israéliennes cotées à New York ont encaissé les développements du week-end, parmi elles le spécialiste des médicaments génériques Teva (-6,37%), le fabricant de circuits intégrés Tower Semiconductor (-6,61%) ou l'éditeur de logiciels professionnels NICE (-3,69%). Dopées par le rebond des cours de l'or noir, les pétrolières étaient recherchées, à l'image d'ExxonMobil (+3,50%), Chevron (+2,77%) ou ConocoPhillips (+5,63%).

LE FMI PUBLIE SES PRÉVISIONS DE CROISSANCE

L'économie mondiale reste affaiblie, ce qu'il faut retenir

Le FMI table sur une croissance mondiale de 3% en 2023. Mais la situation est contrastée, tant parmi les économies avancées qu'entre les principaux pays émergents, certains voyant leurs prévisions s'améliorer très sensiblement quand d'autres, principalement en Europe, tournent au ralenti, voire connaissent une légère récession.

Parmi les économies avancées, l'Allemagne montre les signes les plus inquiétants.

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale en 2023, selon ses données publiées ce mardi 10 octobre. L'institution s'attend toujours à une croissance mondiale de 3% pour 2023. Elle se révèle à peine plus faible en 2024, à 2,9%, soit en légère baisse (-0,1 point de pourcentage) par rapport à son estimation précédente, en juillet.

« Nous avons une économie mondiale qui continue à récupérer de la pandémie et la guerre en Ukraine, et dans le même temps une croissance qui reste faible en comparaison historique. Nous observons également des divergences grandissantes », a déclaré lors d'un point presse en ligne le chef économiste du Fonds,



Pierre-Olivier Gourinchas.

Une inflation qui ralentit moins vite que prévu
La situation est en effet contrastée, tant parmi les économies avancées qu'entre les principaux pays émergents, certains voyant

leurs prévisions s'améliorer très sensiblement quand d'autres, principalement en Europe, tournent au ralenti, voire connaissent une légère récession. En cause, la persistance de certains chocs, en particulier l'invasion russe en Ukraine. L'inflation met du

temps à ralentir, poussant les banques centrales à poursuivre leur politique monétaire restrictive avec des taux d'intérêt élevés. Le Fonds anticipe ainsi une inflation plus élevée que ce qu'il prévoyait il y a trois mois, tant pour cette année (6,9% au niveau mondial), que l'année prochaine (5,8%, soit 0,6 point de plus que prévu en juillet). « L'inflation est en baisse mais cela se fait moins vite et l'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie, ndlr) est persistante. Les projections anticipent de plus en plus un atterrissage qui ne se fera pas en douceur », a détaillé Pierre-Olivier Gourinchas. L'occasion pour le FMI de rappeler l'importance, selon lui, de ne pas relâcher trop tôt les politiques restrictives menées par les banques centrales.

SELON LES DONNÉES DU FMI

L'ombre de la récession s'étend sur l'Allemagne

De nouvelles données du FMI suggèrent que le PIB de notre voisin outre-Rhin pourrait chuter de 0,5 points, contre 0,3 auparavant. Longtemps locomotive de l'Europe, l'Allemagne devrait subir une récession plus intense que prévue en 2023, estime le FMI dans ses dernières prévisions trimestrielles. La faute à des taux d'intérêt élevés et des échanges commerciaux moribonds. Dans ses prévisions mondiales trimestrielles, l'institution table désormais sur une contraction de 0,5% du Produit intérieur brut (PIB) de la première économie européenne, contre un recul de 0,3% prévu lors de son estimation précédente en juillet. Le rapport confirme que l'Allemagne sera le seul pays du G7 à voir son activité se contracter cette année. Cette contre-performance de la traditionnelle locomotive de l'UE déteint sur la prévision de croissance de la zone euro, également abaissée de 0,2 point de pourcentage pour 2023, à 0,7%. Dans le prolongement d'un été marqué par une succession de mauvais indicateurs, l'Allemagne va connaître à nouveau « une légère contraction économique » au second semestre de l'année, comme ce fut le cas lors du dernier hiver, prévoit le FMI. La quatrième économie mondiale essuie un double choc, avec la « faiblesse des secteurs sensibles aux taux d'intérêt » et le « ralentissement de la demande des partenaires commerciaux », explique-t-il. C'est un peu mieux, sans être flamboyant, au sein des autres pays de la zone euro. Pour la France, la prévision de croissance du FMI a été revue en hausse de 0,2 point de pourcentage, à 1,0%, compte tenu du rattrapage de la production industrielle et de la demande extérieure lors du premier semestre. En Italie, où le taux d'inflation est le plus élevé de la

zone euro, l'activité va progresser de 0,7%, soit 0,4 point de moins que prévu auparavant. L'institut basé à Washington prévoit un rebond de l'Allemagne en 2024, mais a revu ses prévisions à la baisse, à 0,9 % de croissance du PIB contre 1,3 % en juillet. La faiblesse chronique de la croissance allemande ces dernières années a fait ressurgir le spectre de l'« homme malade de l'Europe » dans les médias, une expression remontant à la fin des années 1990 après le contrecoup de la réunification. L'envolée des prix de l'énergie et la dépendance au commerce extérieur avec la Chine, son premier partenaire depuis plusieurs années, se retournent contre l'Allemagne depuis la guerre russe en Ukraine et le tassement de l'activité chez le géant asiatique, a observé Isabel Schnabel, membre allemande du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, dans une récente interview.

D'autres facteurs structurels, comme le vieillissement rapide de la société et la pénurie croissante de main-d'œuvre, pourraient « avoir des effets à plus long terme » sur la croissance, ajoute-t-elle. La lourdeur des réglementations et la numérisation trop lente de l'économie sont aussi régulièrement mises en cause. Fort émetteur de CO₂ à cause du poids de l'industrie et d'un mix énergétique en partie dépendant des énergies fossiles, le pays doit accélérer sa transformation verte et technologique s'il veut voir perdurer le succès du « Made in Germany » à l'exportation, pilier du modèle allemand. « L'Allemagne est comme un quadragénaire qui a longtemps réussi, mais qui doit maintenant se réorienter professionnellement », avait fait valoir dans une interview cet été Clemens Fuest, de l'institut économique allemand Ifo.

CHINE

Le promoteur immobilier Country Garden flirte avec le défaut de paiement

Country Garden, l'un des principaux groupes immobiliers en Chine, a annoncé ce mardi qu'il pourrait ne pas être en mesure de rembourser tous ses emprunts, accentuant le risque d'un défaut de paiement d'une entreprise longtemps réputée solide financièrement. Le promoteur immobilier chinois Country Garden semble suivre la fragile trajectoire de son concurrent Evergrande, au bord de la faillite et dont le patron se trouve dans le collimateur des autorités en raison de soupçons de « crime ou délit en infraction à la loi ». L'entreprise n'a en effet pas été en mesure d'honorer lundi un paiement portant sur 470 millions de dollars hongkongais (56,7 millions d'euros). Country Garden, qui risquait déjà formellement un défaut de paiement en septembre, avait finalement remboursé in extremis 22,5 millions de dollars d'intérêts sur des emprunts, durant un délai de grâce de 30

jours. Le groupe avait ensuite négocié avec des créanciers le rééchelonnement de plusieurs remboursements. De nouvelles échéances se profilent toutefois ces prochaines semaines. Le promoteur précise ainsi qu'il « s'attend à ne pas pouvoir honorer tous les remboursements de ses emprunts obligataires auprès d'investisseurs étrangers ». « Un tel manquement » peut conduire les créanciers concernés à exiger « une accélération » des remboursements qui leur sont dus ou à lancer des procédures judiciaires, prévient Country Garden. Le groupe leur demande « de la patience ». Il dit avoir engagé des conseillers financiers « pour évaluer la structure de capital et la liquidité » de ses filiales. « L'entreprise a l'intention de continuer à coopérer et dialoguer avec tous les créanciers, afin de parvenir à une solution réaliste aussi vite que possible », selon le communiqué.

GAZ EN EUROPE L'AIE met en garde contre des tensions possibles en fin d'hiver

Les stockages de gaz de l'Union européenne ont beau être quasi-remplis à 96% à l'entrée dans la saison de chauffage, l'AIE se montre prudente. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) met en garde mardi contre de possibles tensions en Europe sur le marché du gaz, notamment en cas d'hiver froid et de nouvelles restrictions des acheminements de gaz russe dans les gazoducs, selon un rapport sur les perspectives du marché du gaz à 2026. « Malgré le rééquilibrage progressif des marchés du gaz, les risques et les incertitudes pèsent sur les perspectives pour l'hiver 2023-24 », souligne l'AIE dans ce rapport. Les stockages de gaz de l'Union européenne ont beau être quasi-remplis à 96% à l'entrée dans la saison de chauffage, l'AIE se montre prudente sur la sécurité d'approvisionnement, au cœur de grandes craintes de pénurie en 2022 après l'invasion de l'Ukraine. « Un hiver froid associé à une moindre disponibilité de gaz liquéfié (GNL, ndlr) » acheminé par navires « et à une nouvelle baisse des livraisons de gaz russe par canalisation pourraient raviver les tensions sur le marché, en particulier vers la fin de l'hiver 2023-24 », explique l'agence de l'OCDE basée à Paris. « Le risque de volatilité des prix, notamment en cas d'hiver froid, est donc préoccupant », ajoute-t-elle dans un communiqué. Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, Moscou a fortement réduit ses acheminements par gazoduc vers l'UE, poussant les États à réorganiser en urgence leurs approvisionnements. Ils ont ainsi gonflé de 70% l'année dernière leurs achats de GNL, venu à plus de 40% des États-Unis mais aussi de Russie (17% des achats européens de janvier à juillet 2023). « Nous sommes en meilleure position » cette année, mais l'Europe est confrontée « à au moins deux défis majeurs », assurait le 18 septembre à Paris le chef de l'AIE, Fatih Birol. « Premièrement, si l'hiver est beaucoup plus rude que l'année dernière (...). Deuxièmement, l'Europe reçoit encore du gaz de Russie, et il peut être coupé d'un jour à l'autre », soulignait-il.

MCLAREN

Pas de Supercar électrique avant... ?

Michael Leiters, le PDG de McLaren, veut attendre que la technologie des batteries permette de faire des véhicules électriques aussi légers que les thermiques. Il n'y aura donc pas de McLaren 100% électrique avant... ?

Vous vouliez une McLaren électrique ? Ce n'est pas pour tout de suite. Vous pouvez déjà acheter une supercar électrique si vous avez 2 millions de dollars à dépenser. Il faut aller chez Rimac. Mais McLaren ne se lancera pas sur le segment des véhicules électriques de sitôt. C'est en tout cas ce qu'a déclaré le PDG de la société, Michael Leiters. Et ce n'est pas seulement parce que McLaren ne suit jamais les tendances comme pour les SUV. L'ancien salarié de Ferrari et Porsche affirme que la technologie de la batterie nécessaire à la fabrication d'une supercar électrique ne sera pas prête avant 2030.

« Le poids est super important, vous avez également besoin de la bonne gamme », a déclaré Leiters à un confrère de Bloomberg Television, au moment de l'ouverture de l'énorme showroom de la marque à Dubaï. « Je ne m'attends pas à ce que cette technologie soit prête pour de vraies supercars avant la fin de la décennie », ajoute-t-il. Le PDG de la firme de Woking n'a pas directement dit que la Nevera de Rimac n'était pas son objectif. Mais il a clairement indiqué à Bloomberg qu'il n'était pas intéressé par la fabrication d'une voiture similaire. Pour lui, l'utilisation de la technologie actuelle de batteries obligerait à créer une voiture lourde. Et comme le poids est l'ennemi de la performance, cela ne va pas. Les conducteurs et propriétaires ne seraient pas aussi connectés avec une telle auto qu'avec les actuelles supercars de McLaren.

« Nous ne voulons pas faire une voiture électrique qui pèse deux tonnes et qui a 2.000 chevaux pour compenser », a déclaré Leiters. McLaren va donc attendre la technologie qui permettra d'afficher un poids total d'environ 1 500 kg.

Cela correspond à peu près au poids des supercars actuelles. À l'inverse, une Rimac Nevera pèse 2 300 kg. Cela explique pourquoi elle ne pouvait pas passer sous la barre des 7 minutes au Nürburgring.

La décision de McLaren d'attendre avant de se lancer sur le ring des supercars électriques la place à l'opposé de Lotus. L'autre entreprise britannique, qui a passé la majeure partie de ses 75 années d'existence à construire des voitures les plus légères possibles se lance dès maintenant dans l'aventure électrifiée.

Même avec un poids relativement faible de 1.678 kg, l'Evija est toujours près de 340 kg plus lourde qu'une McLaren 765 LT.

C'est justement ce que veut éviter McLaren. Pour les passionnés de la firme de Woking, il ne reste plus qu'à espérer que ce retard volontaire ne lui soit pas fatal.

RENAULT

À la découverte de sa chaîne de montage Ultra-Secrète

Au Centre de réalisation des prototypes, on ne l'appelle pas encore "Renault 5" mais "Echo" ou "B1316". Seuls 60 prototypes, destinés à différents tests, sortiront de cette mini-chaîne ultra-secrète de la marque au losange. Visite guidée.

Plus de 5 millions d'exemplaires vendus, dix ans en tête des ventes du marché français, une part de marché qui, certaines années, a dépassé les 15% : les chiffres et la carrière de la Renault 5, née en 1972, donnent le vertige.

Surtout à celle qui hérite du patronyme, cinquante ans plus tard : la Renault 5 électrique. Sans le claironner, Renault espère sans doute reproduire un exploit comparable. Toutes proportions gardées, s'entend...

Mais la nouvelle R5 se verrait sûrement bien dans le rôle de la plus populaire des voitures électriques. En a-t-elle les moyens ? À L'Auto-Journal, nous pensons que oui.

Idem chez le constructeur au losange. Son lancement est prévu mi-2024, mais les préparatifs ont déjà débuté. Jusqu'ici, la Renault 5 électrique n'existait que sous la forme d'un unique concept car et sous un masque de mulet de Renault Clio, repéré par quelques photographes espions sur les pistes de Laponie finlandaise. Depuis quelques semaines, elle vient de se hisser au rang de vehicle check. Les premiers exemplaires commencent à être assemblés au Centre de réalisation des prototypes, sans doute un des lieux les plus protégés du Technocentre, en région parisienne. Ici, les smartphones ne sont pas admis et les badges autorisant l'entrée dans les lieux sérieusement contrôlés. Sur près de 5 ha, l'ensemble du processus d'assemblage de la Renault 5 est reproduit. Il ne s'agit



pas d'une véritable chaîne, mais de nombreux outils – les mêmes qui seront utilisés plus tard sur le site d'assemblage de Douai – permettent de finaliser des exemplaires conformes en tout point avec le modèle de série.

Principale différence : alors que les chaînes de Douai seront sans doute capables de cracher plus de 500 véhicules par jour, seuls 60 prototypes de Renault 5 seront produits ici en quelques mois. 30 sont déjà sortis de peinture.

Ils serviront aux multiples tests de comportement (à Aubevoys), comme les crash-tests ou les essais grand chaud et grand froid (Sud et Nord de l'Europe), mais aussi à déverminer les problèmes de soft et à affiner les processus d'assemblage.

Des prototypes... à la chaîne

Les premières pièces de tôlerie sont embouties sur le ou les sites des fournisseurs d'outils. En phase d'industrialisation, elles seront fabriquées directement dans l'atelier de tôlerie de Douai.

Stockées dans le Centre de réalisation des prototypes, elles sont manipulées et soudées par des robots. La plateforme est assemblée en premier lieu, puis les panneaux de côté et le pavillon. Les ouvrants sont montés à blanc par des opérateurs.

L'ensemble des jeux d'ouverture et d'affleurement sont ensuite contrôlés (au dixième de millimètre), tout comme certains points de géométrie pour vérifier la reproductibilité du cycle. Pour Roch Barrois, directeur du Centre de réalisation des prototypes, « de tels contrôles sont essen-

tiels. Cela nous permet de valider la conformité et la représentativité des pièces fournies par les sous-traitants, comme les feux, les projecteurs ou la grille de calandre ».

La caisse est alors envoyée en cabine pour recevoir différentes couches de peinture. De retour, elle emprunte une véritable chaîne d'assemblage. En parallèle, la plateforme, composée de la batterie, du moteur, des trains roulants et du réseau électrique, est pré-assemblée, opérations surveillées par différents techniciens, certains ayant été dépêchés de l'usine de Douai.

« C'est essentiel, assure Roch Barrois, car les équipes de Douai sont aguerries aux processus d'assemblage et peuvent nous alerter sur telle ou telle opération qui pourrait être simplifiée. »

Le Ford Bronco passe en mode « monstre » à 6 roues !

Le dernier Ford Bronco a été transformé en un véritable « monstre » tout-terrain à 6 roues. De quoi faire peur au célèbre G63 6X6 de Barbus !

Ça lui va bien ! Apocalypse Manufacturing (AM), un des fabricants de 4X4 et pick-up les plus fous du monde, vient de présenter un nouvel engin de folie. Il s'agit d'un nouveau modèle à 6 roues basé sur le Ford Bronco Raptor.

Cette intimidante machine peinte en « bleu Tiffany » a été renommée la « Nightmare ». Ce Bronco de l'enfer semble être parfait pour les amateurs de tout-terrain qui ont également besoin de transporter de la marchandise dans la benne.

Evidemment, la société de préparation ne s'est pas contentée d'ajouter deux roues supplémentaires à ce tout-terrain américain. Les voies avant et arrière ont été élargies.

En plus, ce n'est pas un 6x4 avec des essieux qui se contente de faire acte de présence. C'est un vrai 6X6. Les six immenses jantes peintes couleur or sont enveloppées de pneus tout-terrain et entraînent ce SUV où vous le souhaitez. D'ailleurs, cela donne très certainement au Nightmare des capacités plus que suffisantes.

Un bronco plus performant que le Raptor
La société de tuning basée en Floride n'a pas



mentionné les mises à niveau concernant le système de suspension de ce Bronco. Mais nous supposons que plusieurs améliorations ont été apportées.

En témoigne les précédents projets du genre qui bénéficient d'un sérieux travail sur les suspensions. Ce qui leur donne des compétences qui collent avec son allure de machine de guerre, voire de char d'assaut.

La peinture en kevlar donne au Bronco Nightmare un look très robuste. En revanche, la couleur turquoise adoucit le tout. Si l'on ne se fiait qu'à ça, il ressemble davantage à un jouet pour enfant qu'à une vraie voiture.

À l'intérieur, tout a néanmoins été modifié. Du cuir ou de l'Alcantara brun couvre presque chaque centimètre de l'habitacle.

CHATBOT DE SNAPCHAT BOOSTÉ À L'IA

Pourquoi « My AI » pourrait bientôt être interdit au Royaume-Uni

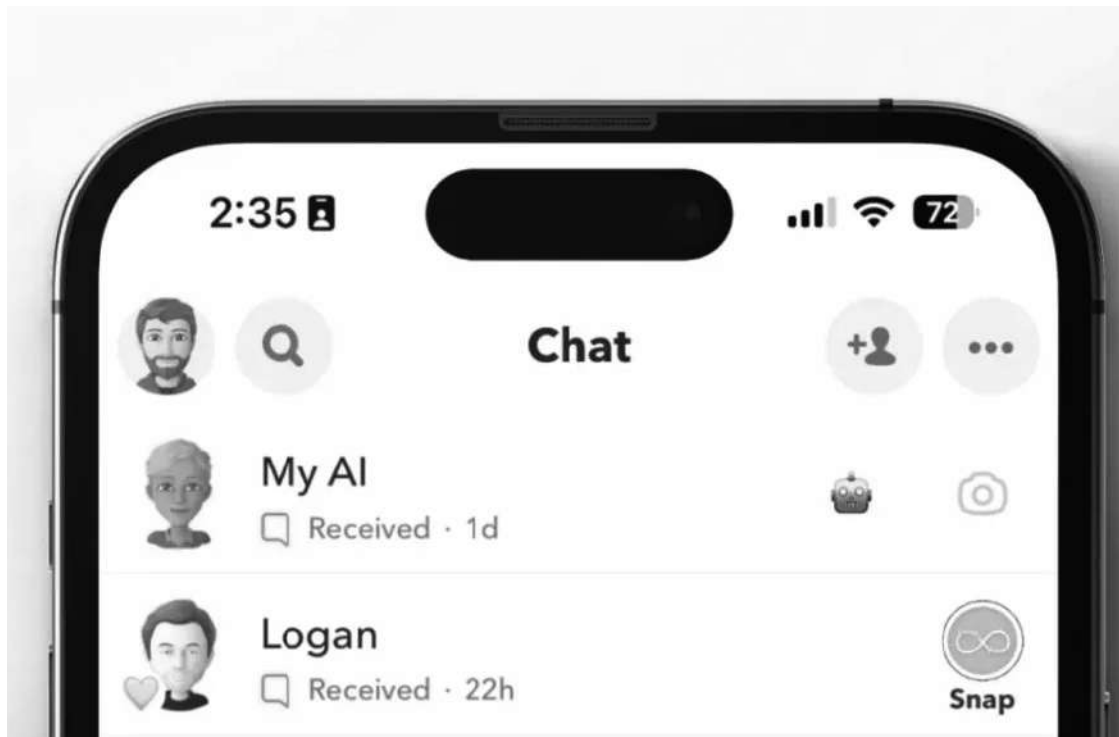
Snapchat, en lançant « My AI », aurait « échoué à évaluer correctement les risques concernant la vie privée » de ses millions d'utilisateurs – dont une bonne part sont des mineurs – estime la CNIL britannique. Le réseau social risque une amende salée, voire une interdiction outre-Manche.



My AI », le chatbot animé par ChatGPT de Snapchat, aurait-il été lancé trop rapide-

ment ? C'est ce que pourrait suggérer l'avis de l'ICO (« Information Commissioner's Office »), la CNIL britannique, publié le 6 octobre dernier. Au Royaume-Uni, cette autorité garante des libertés estime que Snapchat aurait « échoué à évaluer correctement les risques concernant la vie privée » de ses millions d'utilisateurs, avant de proposer ce chatbot.

En février dernier, Snap, la maison mère de Snapchat, lançait sa fonctionnalité « My AI » pour les abonnés britanniques de Snapchat+, avant de l'étendre à tous les utilisateurs du pays en avril 2023. La société a été le premier réseau social à adopter une fonction de chatbot alimentée par l'intelligence artificielle – un chatbot présenté comme l'ami virtuel des usagers. Ces derniers étaient, en mai 2023, près de 21 millions à se rendre régulièrement sur ce réseau social. Une partie d'entre eux sont des mineurs âgés de 13 à 17 ans. Et selon The Guardian, la moitié des utilisateurs outre-Manche ont moins de 24 ans.



Snap a-t-il respecté le « Children Design Code » ?

Or, avant de proposer cette fonctionnalité de chatbot, alimentée par la technologie GPT d'OpenAI, la plateforme aurait dû effectuer une évaluation des risques en bonne et due forme, avance l'autorité. Dans son avis, la

CNIL britannique vise notamment la protection des données, en particulier celles des mineurs, grands utilisateurs de ce réseau social. L'autorité ne donne pas plus de précision sur ce qui aurait été éventuellement mal évalué, ou mal protégé : la plateforme recueille-t-elle trop de données des

mineurs ? Le consentement de l'utilisateur mineur doit-il répondre à davantage de garde-fous ? Selon la BBC, la CNIL britannique voudrait s'assurer que « My AI » respecte bien le « Children Design Code », une loi visant à protéger les données des enfants en ligne.

LA « PEUR D'APPLE »

Comment Meta se prépare à l'arrivée du Vision Pro

Meta redoute et anticipe l'arrivée d'Apple dans le monde de réalité mixte. En amont de la sortie du Vision Pro, le groupe de Mark Zuckerberg a revu sa communication de fond en comble. La firme prévoit aussi d'offrir son offre de casques avec un modèle encore moins cher.

Meta surveille de près l'arrivée du Vision Pro, le premier ordinateur spatial d'Apple, sur le marché. D'après les informations glanées par Mark Gurman, journaliste chez Bloomberg, le groupe de Menlo Park redoute même la sortie du casque de réalité mixte. Interrogée sur la question, une personne travaillant chez Meta résume la situation au sein de l'entreprise en ces termes : « Nous sommes dans la phase de la « peur d'Apple » ». Pour Gurman, la situation est comparable à ce que « ressentait l'industrie de la téléphonie mobile juste avant la sortie de l'iPhone en 2007 ». Pour les géants de la technologie et de nombreux observateurs, l'incur-

sion d'Apple dans le monde de la réalité virtuelle et augmentée va rebattre les cartes du marché. Il se pourrait même que le Vision Pro, en dépit de son prix élevé, donne un coup de fouet au secteur, un peu comme l'iPhone a chamboulé le monde du smartphone en son temps.

Une stratégie remaniée

Bien conscient du chamboulement à venir, Meta a d'ores et déjà remanié sa stratégie de communication. Lors de l'annonce du Quest 3, son nouveau casque VR, le géant californien n'a pas présenté l'accessoire comme une nouvelle porte d'entrée vers son métavers. D'ailleurs, il aura fallu entendre plus d'une demi-heure avant que Mark Zuckerberg, PDG et fondateur de Meta, n'utilise le terme de métavers. Lors de ses précédentes prises de parole, le créateur de Facebook n'hésitait pas à employer le mot à tout-va. Chez Meta, le métavers est presque devenu un gros mot. Dans la foulée, nous avons d'ailleurs appris que Meta a ré-

cemment licencié une partie des 600 salariés d'une branche de Reality Labs, sa division en charge de développer le métavers. Désormais, Meta préfère s'attarder sur les cas d'usage précis d'un casque Quest dans la vie de tous les jours... exactement comme Apple avec son ordinateur spatial. Durant l'annonce à la WWDC 2023, Apple a illustré (quasiment) tout ce qu'il est possible de faire avec le Vision Pro. On a notamment aperçu un utilisateur qui regarde un film, qui discute avec ses proches sur FaceTime ou qui travaille devant un bureau virtuel. En miroir d'Apple, Meta focalise sa communication sur les applications de jeu et de productivité.

Des casques encore moins chers

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, Meta cherche également à tirer vers le bas le prix de ses casques Quest pour s'affirmer comme une alternative vraiment abordable aux

produits Apple. Dès l'année prochaine, le groupe espère lancer un nouveau casque encore moins cher. Similaire au Quest 3, il se distinguerait uniquement par des composants moins coûteux, ce qui baisserait mécaniquement le coût de fabrication et le prix de vente. Pour contenir les coûts, Meta ferait l'impasse sur les contrôleurs, indispensables au fonctionnement du Quest 3. Les utilisateurs seront invités à interagir avec le casque grâce à des gestes de la main. Là encore, Meta semble s'inspirer du Vision Pro, qui repose entièrement sur la gestuelle. Apple s'appuie en effet sur un système sophistiqué de suivi oculaire et des mains. Les clients de Meta qui veulent absolument de manettes de contrôle physiques seront invités à repasser à la caisse. Les contrôleurs seront en effet vendus séparément.

L'iPad amorcerait le passage à l'OLED dès l'année prochaine

L'iPad va finalement passer à l'OLED. L'année prochaine, Apple devrait en effet lancer un iPad Pro recouvert d'un écran OLED. D'autres modèles lui emboîteront rapidement le pas. On fait le point sur les plans d'Apple. Depuis 2017, les iPhone d'Apple ont progressivement troqué le LCD contre l'OLED. Désormais, tous les smartphones de la marque, à l'exception de l'iPhone SE, sont recouverts d'un écran OLED. C'est maintenant au tour des iPad de passer le cap. Corroborant une montagne de rumeurs, le cabinet d'analyse Omdia s'attend à ce qu'Apple dévoile le premier iPad avec écran OLED dès l'année prochaine.

L'OLED arrive sur l'iPad Pro 2024

Sans surprise, le premier iPad OLED est estampillé Pro. Comme les précédents modèles, cette nouvelle tablette haut de gamme sera proposée dans deux tailles différentes : 11 et 12,9 pouces. Apple s'appuie sur ses fournisseurs habituels, à savoir Samsung et LG, pour la fabrication des panneaux : « LG Display pourrait fournir 6 millions d'unités pour les modèles de 11 pouces et 12,9 pouces, tandis que Samsung Display pourrait fournir 4 millions d'unités pour le modèle de 11 pouces uniquement ». L'entreprise fera donc déjà une croix sur la technologie d'affichage mini-LED, inaugurée sur l'iPad Pro M1 de 12,9 pouces en 2021. Du reste, cette nouvelle génération d'iPad Pro se distinguerait par la présence d'une puce M3 et un tout nouveau Magic Keyboard.

De l'OLED pour l'iPad mini et l'iPad Air

Apple ne compte pas s'arrêter là. Selon Omdia, le géant de Cupertino veut adopter l'OLED sur les autres modèles d'iPad. La marque souhaite lancer un iPad mini et un iPad Air OLED en 2026. Il ne s'agit encore que d'un objectif un peu lointain. Omdia précise qu'Apple est susceptible d'ajuster son calendrier de lancement en fonction des chiffres de ventes de l'iPad Pro et de la réaction du marché. En clair, il est toujours possible que l'entreprise reporte la sortie des tablettes. Pour mémoire, il ne faudra pas attendre l'année prochaine pour découvrir de nouveaux iPad. D'après les fuites, Apple a l'intention de commercialiser de nouveaux iPad Air et mini. Les nouveautés s'annoncent particulièrement timides sur ces deux modèles. Apple devrait se contenter d'une mise à niveau générale offrant davantage de performances.

Mots fléchés

État des États-Unis		État des États-Unis		État des États-Unis		Accord du sud		Retira		Figure mythologique		Attribut de chaton	
Patron de bistrot		Roi de théâtre		Erik sans cœur				Poème médiéval		État des États-Unis			
						Fibre textile						Chanteur vedette	
						Guide à Chantilly							
Banquier de Louis XVI							État des États-Unis						
État des États-Unis													
				Terre et mère			État des États-Unis		Cobalt du labo		Brève liaison		
				Devise du Mikado							Texan		
État des États-Unis								Mauvaise viande					
Entre dans le siècle													
		Faire obstacle						État des États-Unis					Dispensés
		Votre serviteur						Fluide glacial					
Sauf-conduit					État des États-Unis	Met fin au combat			Couleur de terre				
						Fatigué			Dans la bouche				
Mèche rebelle	Illustre inconnu			État des États-Unis								État des États-Unis	
	État des États-Unis			Fermée									
			Famille d'Écosse					État des États-Unis					
			Chlore en symbole					As une réalité					
Paddock		Répertoire								Rouleau fourré d'Asie			
		Cours à voyelles								Petit profit			
						Crack					Groupe pétrolier		
						État des États-Unis			Esquisse		Élimé		
Révolte de bambin			Planches					Éphémère					
			Regroupé										
Inflor-escence		Blé du Brésil					État des États-Unis						
		Pierre de construction					Bruit de clique						
				Italie en court	Pli suivi			Non admis					Divertie
								État des États-Unis					
État des États-Unis										Un homme élu	Énergie vitale		
Narine de cétacé													
					Cela est mieux		Fille de la côte				Demi-journée		
											Heureux en amour		
Calife assassiné				Rôle de père									
Anagramme nul				Homme de paille								Objet d'un troc biblique	
			Religieux					Endroits de fous					
			Dialecte chinois					Héritage culturel					
État des États-Unis					Direction d'été					Massif alpin			
Dépouillé													
						Philosophie							

Le dollar se replie après des commentaires de membres de la Fed

Le dollar se replie mardi face à l'euro et à la livre, à la suite de plusieurs commentaires de membres de la Fed laissant planer le doute sur la nécessité d'un nouveau resserrement monétaire avant la fin de l'année. Vers 09H15 GMT (11H15 à Paris), le dollar reculait de 0,34% à 1,0604 dollar pour un euro, et perdait 0,20% face à la livre à 1,2263 dollar pour une livre. «Les responsables de la Fed (Réserve fédérale américaine, ndlr) ont indiqué en début de semaine que la forte hausse des rendements (de bons du Trésor, ndlr) américains, si elle se poursuit, découragera l'institution de procéder à une dernière hausse de taux plus tard dans l'année», explique Lee Hardman, analyste chez MUFG.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 11 octobre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION L'A AFFIRMÉ :

«L'organisation des chaînes de télévision privées se fera dans le cadre de la loi »

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a affirmé, mardi à Alger, que l'organisation des chaînes de télévision privées « se fera dans le cadre de la loi ». Dans une déclaration à la presse, en marge d'une séance plénière consacrée à la présentation de la politique générale du Gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Laagab a souligné que « les chaînes privées actuellement en difficulté seront organisées dans le cadre de la loi, qui prévoit des chaînes généralistes et d'autres thématiques ».

ACCIDENTS DE LA ROUTE 38 morts et 1662 blessés en une semaine

Trente-huit (38) personnes sont décédées et 1662 autres ont été blessées dans 1321 accidents de la circulation survenus durant la période allant du 1er au 7 octobre à travers plusieurs wilayas du pays, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Mila avec 3 personnes décédées et 48 autres blessées suite à 34 accidents de la circulation, précise la même source. En outre, les éléments de la Protection civile ont effectué 2054 interventions pour procéder à l'extinction de 1292 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (197 incendies), Tizi Ouzou (95) et Annaba (72).

GAZODUC FINLANDE-ESTONIE

La fuite est «probablement le résultat d'une activité extérieure»

Un dommage collatéral pour la Finlande. La fuite ayant provoqué la fermeture dimanche du gazoduc approvisionnant la Finlande depuis l'Estonie est «probablement le résultat d'une activité extérieure», a annoncé ce mardi le président finlandais Sauli Niinistö. «Il est probable que les dommages causés au gazoduc et au câble de télécommunications résultent d'une activité extérieure», a-t-il ajouté, soulignant que la cause de cette fuite n'était pas encore claire et que l'enquête à ce sujet se poursuivait entre la Finlande et l'Estonie. Le gestionnaire du réseau gazier finlandais avait déjà annoncé dimanche 8 octobre la fermeture de ce gazoduc provenant d'Estonie, appelé «Balticconnector», en raison d'une suspicion de fuite.

PRÉVENTION DES EFFETS DES INTEMPÉRIES

Collecte de 278.516 tonnes de déchets à l'échelle nationale

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a affirmé, lundi dans un communiqué, l'organisation de 3.934 opérations de nettoyage à grande échelle, permettant, ainsi, la collecte d'environ 278.516 tonnes de déchets au niveau national et ce, dans le cadre des mesures préventives contre les effets des intempéries. "Dans le cadre des mesures préventives pour faire face aux effets des intempéries, l'action locale se poursuit pour éliminer les points noirs et organiser des campagnes de nettoyage de l'environnement, en coordination avec les divers secteurs concernés et les acteurs de la société civile. Au total, 3.934 opérations de nettoyage à grande échelle ont été organisées, permettant, ainsi, la collecte de 278,516 tonnes de déchets

au niveau national".

Ces opérations qualitatives ont également permis l'élimination de 12 238 décharges anarchiques et l'organisation de 3 615 opérations spéciales de nettoyage et d'aménagement de vallées, la distance des vallées et cours d'eau nettoyés ayant atteint 428 397mètres linéaires.

Quant aux opérations relatives au nettoyage préventif des réseaux d'assainissement, le nombre total s'est élevé à 47 528 interventions, outre l'enregistrement de 129 094 opérations pour réparer les déséquilibres, les fuites et blocages de réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales grâce aux efforts conjugués par tous les services techniques locaux.

Concernant le travail de proximité et de sensibilisation à la prévention des risques liés aux saisons d'automne et

d'hiver, "3.822 campagnes de sensibilisation ont été organisées au profit des citoyens sur les mesures préventives à prendre avant, pendant et après les changements climatiques, la prévention des accidents de la route pendant les changements climatiques, ainsi que la prévention des asphyxies dues à l'inhalation de monoxyde de carbone". Ces efforts seront poursuivis afin de mieux faire face aux risques liés aux changements climatiques. Le succès de toutes ces opérations préventives dépend de l'engagement des citoyens à maintenir la propreté de leur environnement et à adopter des comportements responsables qui contribuent à atténuer leurs effets, en suivant les consignes de sécurité et en évitant toutes formes de risques aux conséquences graves", conclut le communiqué.

EDUCATION NATIONALE

Le calendrier des examens trimestriels fixé

Le ministère de l'Education nationale a arrêté, mardi, le calendrier des examens trimestriels des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) au titre de l'année scolaire 2023-2024, selon une correspondance adressée aux directeurs de l'Education, et dont une copie est parvenue à l'APS.

Les examens du premier trimestre pour les 2e, 3e, 4e et 5e années du cycle primaire auront lieu du 5 au 14 dé-

cembre 2023, et ceux des cycles moyen et secondaire du 3 au 7 décembre 2023, selon le calendrier arrêté.

Pour le deuxième trimestre, les examens sont prévus du 5 au 14 mars 2024 pour le cycle primaire et du 3 au 7 mars 2024 pour les cycles moyen et secondaire. Les examens du troisième trimestre se dérouleront du 26 au 30 mai 2024 pour le cycle primaire, du 19 au 23 mai 2024 pour les 1ère, 2e et 3e années du cycle moyen, et du 12 au 16

mai 2024 pour la 4e année moyenne.

S'agissant des examens du troisième trimestre du cycle secondaire, les examens auront lieu du 19 au 23 mai 2024 pour les 1ère et 2e années, et du 12 au 16 mai 2024 pour la 3e année.

Les examens de rattrapage sont prévus les 23 et 24 juin 2024 pour les 2e, 3e et 4e années Primaire, la même date pour les deux premières années du cycle secondaire et les 26 et 27 juin pour les 1ère, 2e et 3e années du cycle moyen.

EGYPTE

Les recettes touristiques augmentent de 26,8%, à 13,6 milliards \$

L'augmentation des recettes de l'industrie touristique s'explique essentiellement par la hausse du nombre de touristes étrangers ayant visité le pays le plus peuplé du monde arabe durant l'exercice écoulé. Les recettes du secteur du tourisme en Egypte ont atteint 13,6 milliards de dollars durant l'exercice 2022/2023 (juillet-juin), enregistrant ainsi

une augmentation de 26,8 % par rapport à l'exercice précédent, selon des données publiées le 4 octobre par la Banque centrale. La hausse des recettes de l'industrie touristique découle essentiellement de l'augmentation du nombre de touristes étrangers ayant visité l'Egypte durant l'exercice écoulé, a-t-on ajouté de même source. Ce pays d'Afrique du Nord,

qui dispose de nombreux sites archéologiques de renommée mondiale et de plusieurs grandes stations balnéaires, a reçu environ 13,9 millions de touristes étrangers durant l'exercice 2022/2023, ce qui représente une hausse de 35,6 % comparativement à l'exercice précédent. Le nombre de nuits passées par ces touristes étrangers dans les hôtels a connu une

augmentation de 27,6%, pour atteindre un record de 146,1 millions au cours de l'exercice 2022/2023. Deuxième source de devises étrangères de l'Egypte, derrière les transferts des migrants, mais devant les revenus du canal de Suez, le tourisme représente environ 9 % du produit intérieur brut (PIB) et 10 % du total des emplois dans le pays.